

# **PREMIERE PARTIE : LE MONDE AU LENDEMAIN DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE : 1945-1990**

## **Leçon 1 :**

### **LES CONSEQUENCES DE LA GUERRE ET LES REGLEMENTS DU CONFLIT.**

#### **INTRODUCTION**

Les bombardements atomiques sur le Japon constituent les derniers actes de la seconde guerre mondiale. Le bilan est effroyable sur tous les plans. La victoire sur les forces de l'Axe est nette mais la France et l'Angleterre en sortent très affaiblies. La découverte des camps de concentration, la Shoa, l'emploi de la bombe atomique posent à l'humanité de redoutables questions. Au lendemain de la défaite de l'Axe, quels rapports de force vont s'instaurer ? Que faire des vaincus ? Comment reconstruire le monde ?

#### **I - LES CONSEQUENCES DE LA GUERRE**

##### **1- Une tragédie humaine**

La seconde guerre mondiale est à l'origine de pertes humaines énormes : près de 60 millions de morts. Ce conflit est le plus meurtrier de l'histoire.

La majeure partie des victimes est composée de civils. L'Europe orientale qui a été le théâtre de sanglantes batailles et d'une sévère occupation allemande a été la plus touchée. L'ampleur des pertes civiles s'explique par les nouvelles formes de guerre et les massacres perpétrés par les nazis. Le nombre de blessés est impossible à déterminer. Mais les invalides et les mutilés sont nombreux. Les pertes indirectes sont importantes. Il s'agit notamment de la surmortalité et du déficit des naissances. Cette situation entraîne un vieillissement des populations et un déséquilibre entre l'effectif masculin et celui des femmes. Cependant dès 1945, on remarque une reprise de la natalité. Au cours de la guerre, mais aussi après, on assiste à d'importants déplacements forcés de populations. Ces mouvements concernent 30 millions de personnes non seulement en Europe mais aussi en Asie.

##### **2- Un traumatisme moral**

La guerre a été une entreprise de destruction totale, des atrocités ont été commises des deux côtés, notamment le massacre de populations civiles. Les épurations des traîtres vont alimenter des haines durables. Mais c'est surtout la découverte de l'horreur nazie qui traumatise les consciences : déportations, exterminations, travail forcé, génocide. Ces génocides constituent le comble de l'horreur et de la négation de la dignité humaine ; ils sont appliqués sur les Slaves et les Tziganes, mais c'est surtout les Juifs qui sont les principales victimes (6 millions). Les prétendues expériences médicales sur des prisonniers font douter de l'humanité. L'ébranlement des consciences apparaît dans la littérature et les courants philosophiques tels que l'existentialisme.

##### **3- Une catastrophe économique**

Les destructions matérielles sont immenses : villes détruites, voies de communication coupées, industrie détruite à 50%, campagnes dévastées. Les pays d'Europe sont ruinés. Les échanges sont interrompus, favorisant l'inflation et le marché noir.

La guerre a été coûteuse. Les Etats sont fortement endettés. La dette publique a été multipliée par 3 au Royaume Uni, par 4 en France, par 10 en Allemagne. De nombreux pays voient leur monnaie s'effondrer. L'Europe enregistre un déclin de sa puissance économique.

Les concurrents de l'Europe se développent en revanche. Les Etats Unis disposent des 2/3 du stock d'or mondial et la moitié des capacités industrielles du monde. Les pays neufs comme le Canada, le Brésil, l'argentine ont développé leur économie.

Cependant la guerre a accru le rôle de l'Etat dans la vie économique et sociale. Les principaux leviers de l'économie (transports, énergie, banque...) sont nationalisés. Une économie dirigée s'installe. L'Etat providence est institué en France, en Angleterre pour assurer la protection sociale. Le monde a besoin de repartir sur de nouvelles bases.

## **II - LES REGLEMENTS DU CONFLIT**

Avant même la fin de la guerre, les Etats-Unis et l'Angleterre esquissent les principes du nouvel ordre international dans la Charte de l'Atlantique en 1941. a l'approche de la défaite allemande, ces puissances rejointes par l'URSS se réunissent en 1943 à Téhéran ; ils décident l'ouverture d'un second front, la création d'une nouvelle Pologne et le démembrement de l'Allemagne. Mais ce sont surtout les conférences de Yalta et de Postdam de 1945 qui vont avoir un rôle déterminant dans l'avenir du monde.

### **1- Les conférences tripartites**

#### **a) La conférence de Yalta (4- 11 février 1945)**

Animés par le souci de préparer la paix, les 3 grands alliés (Etats-Unis, Royaume Uni, Union soviétique) organisent une conférence à Yalta en février 1945. De grandes décisions y sont prises :

- Occupation de l'Allemagne
- Création de l'ONU
- Modifications territoriales au profit de l'URSS en Asie orientale
- Composition du futur gouvernement provisoire de Pologne
- Déclaration sur l'Europe libérée prévoyant des élections libres dans les pays délivrés du nazisme.

Aucun partage du monde n'est décidé. Yalta est surtout une manifestation du bon fonctionnement de la Grande Alliance.

#### **b) La conférence de Potsdam (17 juillet- 2 août 1945)**

L'ambiance de la conférence de Postdam est marquée par la méfiance, les Occidentaux reprochant aux Soviétiques de ne pas respecter les engagements pris à Yalta et d'étendre leur influence en Pologne et en Roumanie.

L'Allemagne est au centre des débats. Les résultats de la conférence sont limités :

- ✓ La division de l'Allemagne et de l'Autriche est confirmée. Les zones d'occupation en Allemagne et Berlin sont précisées.
- ✓ L'Allemagne sera dénazifiée, démilitarisée et désindustrialisée
- ✓ L'URSS annexe la région du Königsberg (Kaliningrad)

Mais il reste de nombreux points de friction :

Pour les Occidentaux, la frontière germano-polonaise sur la Ligne Oder-Niese n'est que provisoire

L'Allemagne doit payer des réparations de guerre. Cependant, les Soviétiques ne pourront faire de prélèvements que sur leur propre zone d'occupation.

### **2- Les réaménagements territoriaux**

Les remaniements territoriaux affectent surtout l'est de l'Europe. Le principe général est le retour aux frontières d'avant guerre, exception faite de trois pays : l'URSS, la Pologne et l'Allemagne. Le remodelage des frontières profite surtout à l'URSS qui annexe plusieurs territoires occupés au

cours de la guerre en Finlande (Carélie), dans les pays baltes, en Pologne (Russie blanche), en Roumanie (Bessarabie et Bukovine), en Prusse orientale.

La Pologne compense ses pertes par une partie de la Prusse et de l'Allemagne (Haute Silésie). Sa frontière avec l'Allemagne se déplace ainsi vers l'ouest et est fixée le long des fleuves Oder et Niesse.

La Bulgarie gagne une partie de la Roumanie (la Dobroudja), tandis que l'Italie perd l'Istrie (Trieste en particulier au profit de la Yougoslavie).

Le territoire allemand conserve son intégralité à l'ouest, mais perd les annexions hitlériennes dans les années Trente. De plus il est partagé en 4 zones d'occupation : française au sud-ouest, anglaise au Nord, américaine au sud-est, soviétique à l'est. De même, Berlin la capitale est partagée en 4 secteurs. L'Autriche subit le même sort.

### **III- L'ORGANISATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE DU MONDE (L'ONU)**

#### **A- LA REORGANISATION DE L'ECONOMIE MONDIALE ( FMI, BM)**

##### **1- Les accords de Bretton Woods de juillet 1944**

Conscients que la guerre a été provoquée par le protectionnisme et les désordres monétaires des années 30, les Alliés préparent un plan de réorganisation de l'économie. Les Accords de Bretton Woods préparés en pleine guerre par les économistes John M. KEYNES et Harry D WHITE et signés le 22 juillet 1944 avaient pour but de restaurer la coopération monétaire internationale et les échanges internationaux.

Ces accords reposaient sur trois principes :

- Le retour au Gold Exchange Standard, c'est-à-dire d'établir la convertibilité des monnaies entre elles et avec le dollar ;
- Le maintien de la parité sur le marché des changes de sorte que le cours soit maintenu dans une fourchette de 1% ;
- Chaque Etat doit veiller à l'équilibre de sa balance des paiements pour éviter les dévaluations des années 30.

Mais cette aide mutuelle ne peut être assurée que par le biais d'institutions.

##### **2- La naissance FMI, de la (BIRD) et la mise en place du nouveau Système Monétaire International (SMI)**

Créé par les Accords de Bretton Woods, le FMI doit veiller au respect des règles, encourager la coopération entre les Etats et procurer aux pays en difficultés les ressources pour faire face à leurs obligations. Il est alimenté par les cotes parts des Etats membres exprimées en dollar et en fonction de la puissance économique. En contre partie, il peut accorder des prêts sans condition jusqu'à 125% de la cote part.

La Banque Internationale de Reconstitution et de Développement est créée en 1945. Elle accorde des prêts à long terme destinés à financer les grands programmes d'investissement. Elle sera réunie plus tard au sein de la Banque Mondiale avec l'Association Internationale de Développement et la Société Financière Internationale.

Ce dispositif visait la relance du commerce mondial, la libération des échanges commerciaux bloqués par le protectionnisme, les discriminations douanières, les restrictions et le dumping.

Le nouvel ordre monétaire sera complété en 1946/47 avec la création du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade ou Accord Général sur les tarifs douaniers et le Commerce) qui est remplacé par L'organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 1995.

Ce nouvel ordre économique, monétaire et commercial renforce l'hégémonie des Etats-Unis mais met fin aux clivages économiques et ouvre une période de croissance forte et rapide.

## **B- LA REORGANISATION POLITIQUE DU MONDE : L'ONU**

Créée par la Conférence internationale de San Francisco (du 25 avril au 26 juin 1945) dans le but d'établir définitivement la paix et d'éviter le recours à la force entre les Etats, l'ONU regroupe 51 Etats à cette date.

### **1- Historique**

La création de l'ONU est passée par plusieurs étapes :

- août 1941 : signature de la Charte de l'Atlantique (par Roosevelt et Churchill) qui pose les principes ;
- janvier 1942 : Déclaration des nations unies par les pays alliés contre l'Axe ;
- 1943 : décision (à la conférence de Moscou) puis réaffirmation (à la conférence de Téhéran) de mettre sur pied une nouvelle organisation internationale ;
- Septembre- octobre 1944 : mise sur pied des structures et définition des grandes lignes par la conférence des experts de Dumbarton Oaks ;
- Février 1945 : affinement de la mise sur pied des la structure à la conférence de Yalta
- Juin 1945 : fondation définitive par la charte des nations par 51 Etats à la conférence de San Francisco
- Octobre 1945 : existence officielle à la place de la SDN

### **2- Buts et principes de l'ONU**

L'ONU vise de façon générale à établir une coopération internationale susceptible de faire respecter les libertés fondamentales définies dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948. L'ONU se fixe comme tâches essentielles :

- de sauvegarder la paix par la tolérance mutuelle entre les pays et par la négociation s'il y a un risque de conflit ;
- assurer l'égalité et la dignité des nations ;
- assurer la justice et le progrès de tous les peuples. Elle condamne implicitement les colonies.

### **3 / Le fonctionnement de l'ONU**

L'ONU s'appuie dans son fonctionnement sur six organes principaux :

- **L'Assemblée générale** : c'est l'organe de délibération au sein de laquelle chaque pays dispose d'une voix. Elle se réunit au moins une fois par an pour émettre à la majorité des 2/3 des recommandations que les Etats sont libres de suivre ou non.
- **Le conseil de sécurité** est l'organe exécutif. Il compte 15 membres dont les 5 sont permanents (Etats-Unis, Grande Bretagne, France, Chine, Russie) et ont un droit de veto. Les 10 autres membres sont temporaires et élus pour deux ans. Il faut l'adhésion de 9 membres dont les 5 permanents pour qu'une décision soit adoptée.
- **Le conseil économique et social** coordonne les activités économiques et sociales et les institutions qui lui sont liées. Il compte 54 membres élus pour 5 ans.
- **Le conseil de tutelle** contrôle l'administration des territoires placés sous mandat de l'ONU. Il se trouve en fin de mission.
- **La cour internationale de justice** (de la Haye) est l'organe judiciaire qui tranche les litiges territoriaux. Elle compte 15 juges élus pour 9 ans.
- **Le secrétariat général** assure l'administration, met en œuvre le programme de l'ONU, contribue au règlement des différends internationaux, saisit le conseil de sécurité quand la paix lui semble menacée. Il compte 1 secrétaire général élu pour 5 ans, rééligible, et 8 secrétaires adjoints.

Pour faire face aux problèmes de plus en plus nombreux et complexes, l'Assemblée Générale a un réseau de programmes, de conseils et de commissions qui sont directement rattachés à l'ONU

(UNICEF, PAM, HCR, PNUD...). Elle est aussi liée à des institutions intergouvernementales par des accords officiels (AIEA, FMI, OMPI, OACI, OMS, UNESCO, FAO, OIT, OMC...). Le conseil de sécurité, chargé du maintien de la paix et de la sécurité a constitué des forces de maintien de la paix et des missions d'observateurs militaires.

#### **IV – LES ACTIONS DE L'ONU DANS LE MONDE**

Les actions de l'ONU s'inscrivent dans une triple action en faveur de la paix, de la justice et du développement économique et social.

##### **1- La promotion de la paix**

La promotion de la paix comporte plusieurs volets :

**Les missions militaires** destinées à éviter ou à mettre fin à des conflits. Elles sont confiées aux forces de maintien de la paix des Nations Unies (casques bleus). On distingue deux types d'opérations : les opérations de contrainte (exemple en Corée de 1950 à 1953, au Congo en 1960, au Koweït en 1991) et les opérations d'interposition (exemple au Proche Orient, entre l'Iran et l'Irak en 1988, en Haïti..).

**Les interventions diplomatiques** qui consistent en l'envoi de missionnaires, de médiateurs, les appels au cessez-le feu, les résolutions du conseil de sécurité. L'action personnelle du secrétaire général permet de dénouer des crises, d'obtenir des cessez-le feu, de faire accepter des plans de paix. L'ONU mène également des actions en faveur du désarmement.

##### **2- La promotion de la justice de l'égalité et des droits de l'homme**

L'ONU a adopté la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme le 10 décembre 1948 et a élaboré deux pactes internationaux sur les droits économiques, sociaux et culturels et sur les droits civils et politiques. Ces pactes entrés en vigueur en 1976 donnent une forme juridique aux droits proclamés dans la déclaration universelle des droits de l'homme. L'ONU œuvre également pour le respect des droits de la personne humaine, des droits de la femme et de l'enfant et pour l'accès des peuples colonisés à l'indépendance.

##### **3- La promotion du développement économique et social**

L'ONU favorise le développement économique et social à travers certains programmes tels que la CNUCED, l'ONUDI, le PNUD. L'aide humanitaire est prise en charge par l'UNICEF, le HCR, la FAO, le PAM...

#### **V- LES LIMITES DE L'ACTION DE L'ONU**

L'action de l'ONU reste cependant empreinte d'insuffisances.

Pour la promotion de la paix, les conflits localisés se sont multipliés en Afrique (Darfour), en Asie (le Cachemire).

Par rapport aux droits de l'homme, la non ratification des pactes de 1976 par certains pays a favorisé la poursuite la pratique de la torture, des discriminations, du travail des enfants et leur trafic.

Par rapport au développement, il y a une insuffisance de l'aide pour soutenir le développement d'où l'accentuation des inégalités.

#### **CONCLUSION**

L'ampleur des combats et le caractère planétaire du conflit ne facilitent pas l'établissement d'un bilan. On s'accorde toutefois sur l'immensité de l'hécatombe humaine, des destructions et des bouleversements territoriaux. Ainsi, il s'est agi de procéder à une réorganisation économique et politique du monde pour jeter les bases d'une paix durable. La redistribution des rapports de force confirme l'effacement de l'Europe au profit de deux géants désormais face à face.

## INTRODUCTION

Latente depuis 1945, la rupture entre les Etats-Unis et l'URSS est consommée en 1947. S'ouvre alors une période de compétition politique, économique, idéologique, militaire et scientifique et d'affrontements indirects en Europe, en Afrique et en Asie. C'est la guerre froide ; une opposition entre les USA et l'URSS au plan politique, économique, idéologique, militaire et diplomatique. C'est une guerre larvée caractérisée par des affrontements indirects par pays interposés. Seule la crainte d'une guerre atomique évite l'affrontement direct. La mort de Staline en 1953 ouvre une période de dégel ponctuée de crises qui atteignent le sommet en 1962 (Cuba). Après cette crise les grands du monde sentent la nécessité de sauvegarder la paix pour préserver le monde d'une catastrophe : c'est le dégel marqué par un rapprochement entre les deux blocs. La guerre froide reprend dans le milieu des années 70 et se poursuit jusqu'en 1985 avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev qui marque un tournant dans les relations Est/Ouest. Il inaugure une ère de coopération avec l'occident jusqu'à la chute du Mur de Berlin, symbole de la fin du bloc communiste donc de la bipolarisation du monde.

## I- LES ORIGINES DE LA GUERRE FROIDE ET LA FORMATION DES BLOCS

### 1- Les origines de la guerre froide

Après un court moment d'entente, les divergences vont apparaître entre les deux alliés de la guerre. Les difficultés apparaissent déjà à la conférence de Postdam à propos de la frontière Germano-polonaise (fixée sur la ligne Oder-Neisse) définitive pour l'URSS et temporaire pour les USA, la suspension de l'aide américaine à l'URSS, le monopole de la bombe atomique par les USA. Sur le problème allemand, les soviétiques reprochent aux américains d'avoir fait une dénazification incomplète alors que les américains leur reprochent d'avoir fait de l'est de l'Allemagne une zone d'influence. Ce qui préfigure de la partition de l'Allemagne.

Pour assurer la sécurité de son pays, Staline étend un glacis défensif à l'ouest, encourage la formation de régimes communistes en Europe centrale et de l'est par des truquages d'élections en violation des accords de Yalta. C'est cette main mise de l'URSS que Churchill a dénoncé à **Fulton** le 5 mars 1946 en parlant de « **Rideau de fer** » qui consacre la séparation de l'Europe : l'ouest sous influence des USA et l'est sous le joug de l'URSS.

Face à l'avancée du communisme, les USA prennent l'initiative. **Le 12 mars 1947**, le Président TRUMAN présente au Congrès américain sa politique pour endiguer la poussée du communisme dans le monde : c'est la politique du « **containment** » (**l'endiguement**). Il demande un crédit de 400 millions de dollars pour la Turquie et la Grèce destinés à leur permettre de résister aux tentatives d'asservissement. Ce qui entraîne une détérioration du climat international et l'échec de la conférence de Moscou en mars 1947, l'éviction des ministres communistes en France, en Italie, en Belgique.

**Le plan Marshall** s'inscrit dans cette stratégie. Considérant que « *la misère est le terreau du communisme* », le Général Georges Marshall (secrétaire d'Etat) propose aux Etats européens une aide économique de grande ampleur dans un discours prononcé à **l'université de Harvard le 5 juin 1947**. Théoriquement cette aide est destinée à tous les pays mais elle est soumise à une coordination économique de tous les pays bénéficiaires. D'où le refus de l'URSS qui poussent les pays de l'est à la rejeter. Elle sera finalement acceptée par 16 pays de l'Europe de l'ouest qui forment en 1948 l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE). Ce programme permet aux USA de distribuer 13 milliards de dollars entre 1948 et 1952 pour instaurer la prospérité dans cette région.

Staline réplique en créant le **Kominform** (Bureau d'Information des Partis communistes) en octobre 1947. Il est chargé de coordination et de l'harmonisation des politiques des partis communistes européens. En Pologne **le rapport Jdanov** (Andrei A. Jdanov) énonce la division du monde en deux camps adverses inconciliables : le impérialistes (les USA et leurs alliés) et les anti-impérialistes (l'URSS et les démocraties nouvelles).

Il était alors clair que la méfiance était totale entre les alliés. Cette méfiance se traduit par la consolidation des blocs.

## **2/ La mise en place des blocs**

L'est et l'ouest s'opposent sur le plan politique et économique.

### **a. Le bloc occidental**

Le camp occidental derrière les USA proclame son attachement au capitalisme. Les Etats bénéficiaires du Plan Marshall forment l'**OECE** en 1948 pour se répartir les fonds et libérer leurs échanges. L'intégration économique franchit une étape décisive avec le Plan Schuman qui propose la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (**CECA**) signé le 18 avril 1951. L'unification européenne aboutit par la signature à Rome le 25 mars 1957 de la Communauté Economique Européenne (France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg). C'est le Traité de Rome entré en vigueur l'année suivante. Avec la CECA commence à naître l'idée de la Communauté Européenne de Défense (**CED**). Avec l'échec de l'intégration militaire, la RFA sera intégré à l'OTAN.

Dans le souci d'assurer collectivement la paix dans le « monde libre » et de se défendre contre l'URSS, les USA développent un réseau d'alliance.

En 1947, les américains signent avec tous les Etats américains (sauf le Canada) le Traité de Rio de Janero. Ils fondent en 1948 une organisation politique : c'est l'Organisation des Etats Américains (OEA).

**Le 4 avril 1949** ils signent le **Traité de l'Atlantique Nord** qui rassemble 12 Etats soucieux d'assurer collectivement leur sécurité. C'est un traité d'assistance mutuelle entre membre en cas d'attaque. Ce traité est complété en **1950** par une alliance militaire à travers l'**Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)** qui place ces pays sous le « parapluie nucléaire » américain. L'OTAN assure et institutionnalise l'alliance militaire entre les USA et l'Europe de l'ouest.

En Asie, la guerre de Corée conduit à la création en 1951 de l'**ANZUS** (Australie, Nouvelle Zélande, United States) ou **Pacte du Pacifique**. En 1954 ce réseau s'étend avec la création de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (**OTASE**) qui associe la France, le Royaume Uni, la Thaïlande et le Pakistan au pays membres de l'ANZUS.

En 1955, sans y adhérer, les USA poussent à la création du **Pacte de Bagdad** (Iran, Irak, Turquie, Royaume Uni, Pakistan) qui couvre le Moyen-Orient. Ce pacte deviendra CENTO après le retrait de l'Irak en 1958.

Ce dispositif est complété par l'implantation d'une série de bases militaires autour de l'URSS et de la Chine et l'adoption par Eisenhower en 1954 de la stratégie des représailles massives par laquelle les USA sont prêts à riposter par le feu nucléaire à toute agression même limitée ou lointaine.

Aux Etats-Unis même, Mac Carthy lance une « chasse aux sorcières » en dénonçant les communistes. C'est le mac carthysme.

### **b. Le bloc de l'est**

Le bloc communiste se met en place plus lentement. Les pays de l'Europe de l'est sont organisés en démocraties populaires. Staline déclenche de terribles répressions entre 1948 et 1952.

La coordination du bloc est assurée à trois niveaux :

Le **Kominform** assure la mobilisation idéologique et coordonne la propagande. Il lance des campagnes de signatures pour demander l'interdiction des armes atomiques auxquelles adhèrent beaucoup d'intellectuels occidentaux.

Le Conseil d'Aide Economique et Militaire (**CEAM**) ou **COMECON** créé en 1949 organise les échanges entre l'URSS et les démocraties populaires. Il impose la spécialisation économique des pays. Il ne fonctionne vraiment qu'à partir de 1950.

Prenant le prétexte de l'entrée de la RFA dans l'OTAN en 1955, l'URSS rassemble ses alliés dans une organisation militaire : Le **Pacte de Varsovie** avec un armement uniformisé et placé sous commandement soviétique. Il signe un traité avec la Chine populaire en 1950.

En fin 1947, la coupure de l'Europe en deux blocs antagonistes est consommée, ce qui constitue une porte ouverte aux crises.

## **II- LES CRISES**

Plusieurs crises ont marqué les relations Est-Ouest.

### **1- Le blocus de Berlin**

Le 3 juin 1948 à Londres, les occidentaux décident d'unifier leurs zones d'occupation, d'instituer une monnaie commune (le deutsche mark) et d'organiser l'élection d'une assemblée constituante. En réaction, le 23 juin 1948, Staline décide d'isoler Berlin-ouest qui constitue une enclave dans la zone d'occupation soviétique obligeant les américains à organiser un pont aérien pendant 11 mois pour ravitailler Berlin-ouest. En mai 1949, Staline est obligé de lever le blocus. Cette crise accélère la division de l'Allemagne. Le **23 mai 1949** naît la **République Fédérale d'Allemagne** (RFA) avec comme capitale Bonn, Théodore HEUSS comme président et Konrad ADENAUER comme chancelier. Le **9 octobre 1949**, est créée la **République Démocratique d'Allemagne** (RDA). Sa capitale est Berlin-est.

### **2- La guerre de Corée**

La Corée occupée par l'URSS au nord et les USA au sud se sépare en deux Etats. Ce qui entraîne la création d'un Etat communiste au nord (dirigé par Kim Il SUNG) et au sud un Etat pro américain dirigé par Syngman RHEE. Le **25 juin 1950**, le nord (encouragé par la victoire communiste en Chine et par Staline) attaque le sud qui est mis en déroute. L'ONU condamne l'agression et les USA interviennent (sous la bannière de l'ONU). Le général Douglas Mac ARTHUR lance la contre-offensive le 15 septembre, repousse les envahisseurs, franchit le 38<sup>e</sup> parallèle et atteint en un mois la frontière avec la Chine. Les Nord-Coréens reçoivent l'appui d'innombrables «volontaires» venus de Chine. Le 26 novembre, c'est au tour des Nord-Coréens et de leurs alliés chinois de reprendre l'offensive. Le corps expéditionnaire de l'ONU doit se replier au sud du 38<sup>e</sup> parallèle et au prix de nombreux efforts arrive à se rétablir sur l'ancienne ligne de démarcation. Mac ARTHUR propose même d'utiliser la bombe atomique, idée que refuse TRUMAN. Le président TRUMAN rappelle Mac ARTHUR le 11 avril 1951 et le remplace par le général RIDGWAY qui refoule les communistes au nord du 38<sup>eme</sup> parallèle. Des négociations de paix s'engagent entre les deux parties et c'est seulement la mort de STALINE, protecteur des Nord-Coréens, qui va débloquent le processus. Un armistice est signé quatre mois après sa mort, le **27 juillet 1953, à Panmunjom**, et consacre la division de la Corée de part et d'autre du 38<sup>em</sup> parallèle.

### **3- La seconde crise de Berlin**

Elle est amorcée depuis 1958. Pour freiner l'exode des populations est-allemandes, KROUCHTCHEV propose que Berlin ouest soit rattaché à la RDA ou internationalisé sous contrôle de l'ONU. La rencontre avec EISENHOWER en 1959 ne règle pas la question. La crise rebondit en 1961 quelques semaines après la rencontre KROUCHTCHEV -KENNEDY à Vienne. Pour freiner la saignée, KROUCHTCHEV ordonne la construction du «**Mur de la honte**» dans



la **nuît du 13 au 14 août 1961**, séparant les secteurs occidentaux et le secteur soviétique de la ville. Ce qui provoque l'indignation chez les occidentaux. Le mur sera démantelé en 1989.

#### **4- La crise cubaine**

A Cuba, Fidel **CASTRO** s'empare du pouvoir en **1959** après avoir chassé le dictateur BATISTA. Il tombe sous l'influence de Ernesto **CHE GUEVARA**, d'où le rapprochement avec l'URSS et la mise en place d'une économie socialiste. Les américains décrètent l'embargo et boycottent les produits cubains. Cela provoque l'effondrement de l'économie de l'île qui se rapproche davantage de l'URSS. **Le 15 avril 1961**, KENNEDY tente de renverser CASTRO en organisant à la « **baie des cochons** » un débarquement de cubains hostiles à CASTRO. Après l'échec de cette tentative, CASTRO fait appel à Moscou pour se protéger. En fin 1961 début 1962, des photos aériennes ont révélé aux Américains que les Soviétiques étaient en train d'installer des bases de lancement de fusées à tête nucléaire sur l'île de Cuba, à portée immédiate des métropoles américaines. **Le 22 octobre 1962**, KENNEDY annonce le **blocus de l'île** et son intention d'intercepter les navires soviétiques porteurs de missiles ou de charges nucléaires. Le monde, au bout du gouffre, tremble dans la crainte d'une guerre nucléaire entre les deux superpuissances. Le pire est évité grâce à la négociation du secrétaire général de l'ONU (U. THANT) qui convainc KROUCHTCHEV. Ce dernier ordonne aux navires de faire demi-tour et de démonter les fusées déjà installées. Il obtient l'engagement des américains de ne plus envahir Cuba et le retrait de leurs fusées en Turquie. Pour le monde entier, il devient clair qu'aucun des deux Supergrands n'est prêt à prendre le risque d'un conflit nucléaire. C'est une première faille dans la guerre froide et l'amorce timide de la détente.

### **III- DU RAPPROCHEMENT ENTRE LES DEUX BLOCS A LA CHUTE DU MUR DE BERLIN**

#### **A / Origines et manifestations de la détente**

Cette période est marquée par la nécessité de sauvegarder la paix après la crise cubaine et l'avènement de nouveaux dirigeants : KENNEDY (assassiné en 1963) est remplacé par Lyndon B. JOHNSON et KROUCHTCHEV contraint à la démission en 1964 cède sa place à Leonid BREJNEV.

#### **1- Les origines de la détente**

La détente est liée à plusieurs facteurs. Aux difficultés économiques dans les deux pays, s'ajoute l'affirmation de l'Europe et du Japon qui rattrapent les USA. Au plan politique, c'est la remise en cause de l'hégémonie des deux superpuissances au sein même de leurs blocs. A cela s'ajoute la crise de Cuba qui a failli entraîner une guerre nucléaire.

#### **2- Les manifestations**

Après la crise de Cuba, les deux grands décident de s'entendre pour éviter une nouvelle crise et exploiter leurs zones d'influence respectives. En **septembre 1963**, ils installent le « **téléphone rouge** » entre Washington et Moscou pour faciliter le dialogue en cas de crise et éviter tout malentendu. Après la signature des accords de 1963 interdisant les essais nucléaires atmosphériques, les USA, l'URSS et la Grande Bretagne signent en 1968 le premier accord de non-prolifération des armes nucléaires. En 1972 sont signés à Moscou les accords **SALT I** (Strategic Arms Limitation Talks) limitant pour 5 ans le nombre de missiles stratégiques et suppression du programme de missiles antimissile. Au plan politique, américains et soviétiques se rencontrent à travers une série de conférences pour éviter tout conflit. Cette période est aussi marquée par le rapprochement sino-américain à partir de 1971 (rencontres H. KISSINGER - Chou EN - LAÏ en 1971, et NIXON - MAO en 1972 à Pékin).

Le chancelier allemand Willy BRANDT inaugure le rapprochement avec l'est (**l'Ostpolitik**) en reconnaissant les frontières de la deuxième guerre mondiale. Ce qui aboutit à la reconnaissance mutuelle des deux Allemagnes et leur entrée à l'ONU en 1973. Au plan économique, la détente est marquée par une intensification des échanges entre l'Europe de l'ouest et de l'Est et par un partenariat entre les USA et l'URSS.

Malgré la détente, les zones d'influence demeurent. Ce qui explique la non intervention de l'URSS pour soutenir l'Egypte et la Syrie en 1967 et le mutisme des américains face à l'invasion de la Tchécoslovaquie qui met fin au « **printemps de Prague** » en **1968**.

Mais la détente ne signifie pas désarmement. Après le lancement de **Spoutnik 1** par les soviétiques en 1957, KENNEDY augmente le budget de la défense et lance le programme « **Apollo** » pour rattraper l'URSS.

La détente paraît nécessaire aux deux grands d'autant qu'ils ont des difficultés avec leurs alliés.

## **B – La contestation dans les blocs**

### **1- Dans le bloc communiste**

L'hégémonie de l'URSS est contestée par la Chine depuis 1956. la rupture est consommée en 1960 marquée par le retrait des experts soviétiques de la Chine et l'annulation des contrats de coopération. La Chine affirme sa liberté militaire avec sa bombe atomique (en octobre 1964).

La contestation gagne les démocraties populaires avec le refus de la Roumanie d'aligner sa politique étrangère sur celle de l'URSS, l'introduction de réformes économiques et libérales en Hongrie, en Pologne et de la liberté d'expression politique en Tchécoslovaquie.

### **2 / Dans le bloc occidental**

La France devenue puissance nucléaire en 1966 veut plus de liberté. Elle rétablit ses relations avec la Chine en 1964, réclame le remplacement du dollar par l'or comme étalon monétaire, quitte le commandement de l'OTAN et condamne l'intervention américaine au Vietnam en 1966.

Toutefois, cette volonté de détente n'empêche pas la poursuite des conflits localisés.

## **C – La poursuite des conflits localisés**

Les USA engagé au Vietnam depuis 1961 étendent le conflit au Cambodge où ils renversent le prince Norodom SIHANOUK.

Au Moyen-Orient, la guerre israélo-arabe reprend en 1967 après la fermeture du Golfe d'Akaba aux navires israéliens (guerre de six jours) et en 1973 (guerre du Kippour).

Au Chili, le président Salvador ALLIENDE qui a nationalisé les mines est renversé en 1973 par le Général PINOCHET (soutenu par la CIA) et Cuba apporte un soutien aux guérillas révolutionnaires qui ont échoué.

## **D -Un dialogue difficile**

Pour consolider la détente, il fallait résoudre la question des armes de moyenne portée par le prolongement des accords SALT 1 de 1972. La rencontre à Vladivostok entre G. FORD et BREJNEV échoue. Ces accords seront finalement signés en juin 1979 par CARTER et BREJNEV. La question de la coopération et de la sécurité est réglée par les accords d'Helsinki de 1975 qui reconnaissent les frontières de 1945 permettent la coopération entre les Etats, la libre circulation des personnes, le respect des droits de l'Homme tout en condamnant les ingérences mutuelles.

On note également la fin des dictatures en Grèce (1974), au Portugal (1974 avec la révolution des œillets) et en Espagne suite à la mort de Franco en 1975.

## **E- Le retour de la guerre froide (1975- 1985)**

Après la signature des accords d'Helsinki de 1975 de nouvelles crises secouent le monde.

### **1- Les facteurs du Regel**

La crise économique renforcée par le choc pétrolier de 1973 déstabilise les relations internationales. Elle accroît la concurrence entre les pays de l'Ouest qui aboutit au démantèlement du système monétaire en 1971. L'endettement du Tiers-monde crée des tensions économiques. Ce qui favorise le développement de l'intégrisme musulman (Libye, Iran)

Les USA sont affaiblis après la défaite au Vietnam, le doute avec l'affaire du Watergate et la démission de NIXON. De nouvelles tensions éclatent en Europe avec l'installation par les soviétiques de missiles SS 20 en Europe de l'Est qui menacent l'Europe Occidentale. En 1979 l'OTAN réagit en installant des missiles Pershing 2 en RFA tout en négociant un accord sur la question des «**euromissiles**».

L'URSS étend partout son influence.

- **en Extrême Orient** les nord- vietnamiens (communistes) contrôlent le pays depuis 1975. Au Cambodge, ils chassent les khmers rouges (pro chinois) et contrôlent le pays depuis 1978.
- **En Amérique Centrale** les forces Sandinistes chassent le gouvernement pro américain de Samozza au Nicaragua jusqu'en 1985 avec l'appui de Cuba et de Moscou.
- **En Afrique** les soviétiques soutiennent les communistes angolais en 1975 et permettent au colonel MENGISTU d'installer en Ethiopie un gouvernement marxiste en 1977 après la révolution éthiopienne de 1977 qui renverse le **Négus**.

Toutes ces initiatives inquiètent les occidentaux. L'URSS profite de la crise économique et de l'affaire Watergate qui oblige NIXON à démissionner en 1974. L'invasion de l'Afghanistan est le signal de la nouvelle guerre froide.

### **2- L'invasion de l'Afghanistan en 1979 ou “coup de Kaboul”.**

En Afghanistan, les communistes arrivés au pouvoir en 1978 imposent des réformes (agraires, alphabétisation, permettent le divorce, ferment des mosquées...) le régime se heurte à la résistance de la population trop attachée à la tradition islamique. Le leader communiste afghan est assassiné en 1979. BREJNEV décide de l'envoi des troupes sur Kaboul le **24 décembre 1979**.

En réaction, CARTER décide de suspendre les livraisons céréalières des USA à l'URSS, organise le boycott des Jeux Olympiques de Moscou en 80 d'où la riposte soviétique en 84 ; les accords de **SALT II** signés en 1979 ne sont pas ratifiés, les négociations sur les **euromissiles** sont interrompues tout comme la limitation des armes stratégiques, les Occidentaux mettent en place des Pershing 2 au Royaume Unis et en Italie en fin 83.

C'est surtout la résistance populaire armée qui gêne l'URSS qui s'enlise dans la guerre d'Afghanistan.

Elu en 1980, R. REAGAN lance un vaste programme militaire. Il présente un projet de bouclier nucléaire spatial capable de réduire l'offensive adverse. Ce qui rompt l'équilibre de la terreur. L'URSS qui n'a pas les moyens économiques et technologiques, ne peut suivre les Etats-Unis dans cette nouvelle course aux armements. Elle est perturbée par les successions répétitives à la tête de l'Etat : arrivée d'ANDROPOV en 82, de TCHERNENKO 84 et de GORBATCHEV en 85.

### **3- La situation au Moyen-Orient.**

- Au Liban une guerre civile (1975- 1990) oppose de multiples factions : phalangistes, chrétiens et musulmans ; druzes (communauté libanaise) aux chrétiens, chiites aux palestiniens. La Syrie se pose en arbitre entre les factions en guerre et s'installe au Liban dont il contrôle la plus grande partie.

- Suite à des incursions de l'OLP contre Israël, l'Etat hébreu intervient en 1978 et occupe le sud du Liban et en 1982 pour chasser l'OLP de Beyrouth.
- En Egypte, en 1976 : SADATE rompt avec l'URSS et s'allie aux USA. En 1977 il se rend à Jérusalem et prononce un discours à la **Knesset**. En 1978 il signe les **accords de Camp David** (SADATE- BEGUIN- CARTER) qui préfiguraient du traité de paix israélo-égyptien de 1979. Ces accords prévoient la reconnaissance d'Israël et l'évacuation du Sinaï (occupé depuis 1967). SADATE est assassiné en 1981 par un intégriste musulman.
- La guerre entre l'Iran et l'Irak s'enlise et dure huit ans. Elle se termine avec le cessez-le feu conclu sous l'égide de l'ONU en juillet 1988 avec plus d'un million de morts.

#### 4 - La révolution iranienne (1978-1979)

Le **chah** qui veut moderniser le pays, déstabilise la société. Il refuse d'appliquer l'embargo en 1967 et en 1973 contre Israël, ce qui lui vaut l'hostilité des chiites. Ces derniers exploitent les difficultés économiques pour déclencher une révolution en 1978. En janvier 1979, le chah quitte l'Iran et donne le pouvoir au premier ministre Chapour BAKHTIAR qui le cède à l'AYATOLLAH KHOMEINY revenu à Téhéran en février 1979. Ce dernier se débarrasse des marxistes, des libéraux et des séparatistes kurdes. En septembre 1979, les iraniens qui réclament l'extradition du chah prennent en otage les occupants de l'ambassade des USA à Téhéran. CARTER envoie un commando hélicoptère qui échoue en avril 1980. C'est la mort du chah qui dénoue la crise et permet la libération des otages contre le déblocage des avoirs iraniens saisis par les USA.

### IV – VERS UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

#### A : l'URSS sous GORBATCHEV

L'arrivée au pouvoir de GORBATCHEV en 1985 marque un tournant. Sur le plan intérieur il introduit des réformes : la **perestroïka** (restructuration) et la **glasnost** (transparence). Il s'entoure d'une nouvelle équipe. La perestroïka se traduit par des réformes économiques : lutte contre la corruption, création de coopératives dans les secteurs des biens de consommation, mise en place de sociétés mixtes soviéto- occidentales, il démocratise et autonomise les entreprises.

La glasnost permet la libération des prisonniers, plus de liberté de la presse, introduit le principe du vote à bulletin secret. Mais, la glasnost a aussi des effets négatifs à cause de l'essor des contestations et des violences nationalistes : (Kazakhstan, Arménie, Estonie).

Les réformes se heurtent à l'opposition de la **nomenklatura** et les populations s'en détachent à cause de l'aggravation des pénuries.

Sur le plan extérieur, GORBATCHEV considère que la course aux armements (actualisée par la guerre des étoiles (**IDS**)) et la tutelle exercée sur les démocraties populaires, en Afrique (Angola, Mozambique, Ethiopie), en Amérique Centrale (Nicaragua), en Asie (Vietnam, Cambodge, Laos) sont coûteuses et entravent le développement intérieur. D'où le désengagement en Ethiopie qui entraîne la chute de Mengistu en 1991, l'évacuation de l'Afghanistan en 1989. Aussi l'URSS demande à ses alliés de se retirer des territoires : le Viêt Nam évacue le Cambodge, Cuba se retire de l'Angola, et l'URSS arrête son soutien aux sandinistes.

La promotion d'une politique étrangère de détente aboutit à la signature à Washington en décembre 1987 du **traité FNI** (fusées nucléaires intermédiaires), à l'élimination des missiles nucléaires intermédiaires, à la signature le 31 Juillet 1991 des accords **START I** (Strategic Arms Reduction Talks) à Moscou pour la réduction de 25 à 35% des armements nucléaires stratégiques, au rapprochement avec la Chine (voyage de GORBATCHEV à Pékin en 1989), à la normalisation des relations au Moyen Orient (Egypte, Koweït, Arabie Saoudite, Jordanie). L'URSS rétablit les relations avec Israël en 1991 et condamne l'invasion du Koweït.

Mais les réformes introduites échouent. La perestroïka entraîne des difficultés économiques et le mécontentement populaire. Elles réveillent le nationalisme d'où des troubles dans les Etats baltes, affrontement entre Azéris et Arméniens dans le Caucase. En 1990 les Républiques proclament leur souveraineté et les Républiques baltes leur indépendance. En 1991 Gorbatchev rédige un projet d'union avec une large autonomie aux Républiques. Du 19 au 21 Août 1991, les conservateurs tentent un coup d'Etat qui échoue. Boris Eltsine (Président de la République de Russie depuis juin 1991), le nouvel homme fort interdit le parti communiste, reconnaît l'indépendance des Etats baltes et crée la CEI (11 Anciennes Républiques). Gorbatchev affaibli démissionne le 25 Décembre 1991. La perestroïka débouche sur l'effondrement du système communiste en URSS et dans le reste de l'Europe.

## **B- L'effondrement du communisme en Europe**

Le changement radical de 1989 dans les démocraties populaires est lié à plusieurs facteurs :

- L'attitude de l'URSS qui a abandonné la doctrine de souveraineté limitée de BREJNEV et installé des gouvernements acquis à des idées réformatrices ;
- Le réveil brusque des masses pour exprimer leur soif de liberté et rejeter un système économique qui contraste avec les images d'abondances occidentales transmises par les médias.
- Le rôle des organisations hostiles au totalitarisme telles que **Solidarnosc** (Syndicat créé par Lech VALESA en Pologne), **la charte 77** et le **forum civique** (mouvements qui réclament l'application des accords d'Helsinki) fondés par Vaclav HAVEL en Tchécoslovaquie ou le **forum démocratique** en Hongrie).

La combinaison de ces facteurs entraîne un enchaînement de révolutions qui balaient l'Europe centrale et balkanique.

- ✓ En Pologne le Général JARUZELSKI, après avoir proclamé l'état de guerre, est contraint de négocier avec l'opposition. En 1989 les élections législatives sont remportées par Solidarnosc. MAZOWIECKI est nommé chef du gouvernement. En 1990 Lech VALESA est élu président de la république. La résistance est menée par Solidarnosc, l'Eglise Catholique et les intellectuels.
- ✓ En Hongrie la résistance est assurée par les communistes réformateurs et l'opposition regroupés dans le **forum démocratique**. Elle cesse d'être une république socialiste en 1990.
- ✓ Le destin de la RDA est précipité par la décision de la Hongrie d'ouvrir ses frontières avec l'Autriche, d'où l'exode massif des Allemands de l'Est vers l'Ouest via la Hongrie. Les manifestations de masse se multiplient et obligent le chef de l'Etat Erich HONECKER à démissionner en Octobre 1989. “ **Le mur de la honte** ” est ouvert le **9 novembre 1989**. Le 28 novembre, le chancelier Helmut KOHL propose un plan de réunification qui est devenue effective le 3 Octobre 1990.
- ✓ En Tchécoslovaquie les manifestations commencent le 17 novembre 1989. Le 27 Novembre, une grève générale conduit à la démission du parti communiste. Le 29 décembre, le parlement dirigé par A. DUBCEK élit Vaclav HAVEL président.
- ✓ En Roumanie, les manifestations réunissent l'armée et la foule opposée à la police politique. Le 25 Décembre le couple CEAUSESCU est arrêté et exécuté après un procès sommaire.
- ✓ En Bulgarie le communiste JIVCOV est écarté du pouvoir le 10 novembre mais les communistes restent majoritaires jusqu'aux élections de 1991.
- ✓ En Yougoslavie les communistes serbes engagent une surenchère nationaliste qui annonce la guerre civile. Celle-ci entraînera la dislocation du pays.
- ✓ L'Albanie a connu une démocratisation tardive.

## C – La deuxième détente

La conjoncture économique qui sévit dans le monde favorise cette détente.

Durant son premier mandat REAGAN se montre virulent envers l'URSS. Les USA soutiennent la contre-révolution au Nicaragua (contre les sandinistes) et la résistance soviétique en Afghanistan, ils installent des fusées Pershing II en Europe pour contrecarrer les SS-20 soviétiques. Mais durant son second mandat il change de ton. Le projet IDS coûte cher et renforce le niveau d'endettement des USA. A cela s'ajoutent les difficultés budgétaires croissantes qui obligent les USA à revoir les dépenses militaires. Plusieurs facteurs obligent les USA à une politique de détente : le scandale de l'Irangate (vente d'armes à l'Iran malgré l'embargo), la montée de l'intégrisme musulman soutenu par l'Iran de Khomeiny, les difficultés à résoudre les problèmes au Moyen Orient (Egypte depuis l'assassinat de SADATE, et la crise Israélo-palestinienne). Ces facteurs conduisent à une volonté de détente qui trouve un écho favorable en URSS.

En URSS, GORBATCHEV aussi avait besoin d'une diminution des dépenses militaires pour imposer sa **perestroïka**. Il lance une politique d'ouverture à l'Occident. Cette convergence d'intérêts entraîne des accords globaux : **Accords de Washington (FNI) de 87, START I de Moscou en 91, START II de 93.**

Le climat de détente se traduit aussi par la fin du « **rideau de fer** ». En décembre 89, BUSH et GORBATCHEV célèbrent à Malte la fin de la guerre froide. Le 1<sup>er</sup> Juillet 90, le Deutschmark devient la monnaie unique. Le **3 Octobre 90, c'est la réunification allemande**. A cela s'en suit un transfert de fonds pour mettre à niveau des Landers de l'Est.

La fin du rideau de fer permet le rapprochement des deux « **Europe**s ». En novembre 90 est adoptée la charte de Paris par les membres de la Conférence pour la Sécurité et la Coopération Européenne (CSCE créée par les accords d'Helsinki 75) et ceux du pacte de Varsovie. Cette charte prévoit la réduction massive des armements conventionnels qui comporte la destruction de 100 000 pièces (chars, avions et hélicoptères de combat). La dissolution du CAEM et du Pacte de Varsovie en 1991 renforce le climat de détente. Les démocraties occidentales s'engagent dans le soutien des pays en transition à travers la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD créée en 1990) et l'OCDE ; la CEE leur apporte une assistance technique et des facilités douanières.

## D- L'apaisement des conflits localisés

En Afghanistan, face à l'enlèvement des troupes soviétiques, GORBATCHEV annonce le retrait progressif. Ce retrait prend fin en Février 89 et entraîne la chute du régime communiste en 1992.

- ✓ Au Cambodge des combats opposent les Khmers rouges aux vietnamiens depuis 1979. En 1989 l'URSS arrête son aide aux vietnamiens, d'où le départ de ces derniers du Cambodge. Mais les combats se poursuivent entre factions cambodgiennes. **L'accord de Paris de 1991** place le pays sous la tutelle de l'Autorité provisoire des Nations Unies du Cambodge (APRONUC) qui organise des élections générales en Mai 1993.
- ✓ En Mai 1989, la visite de GORBATCHEV en Chine annonce la normalisation des relations sino-soviétiques.
- ✓ Les soviétiques se retirent de l'Afrique australe, ce qui favorise réduction des tensions. L'arrêt de l'aide soviétique accordée au gouvernement angolais permet d'aboutir à un accord de cessez-le feu en 88 et au retrait des cubains. L'Afrique du sud retire ses troupes de la Namibie qui devient indépendante en 90.
- ✓ Au Nicaragua le changement d'attitude des Américains favorise le retour de la paix. BUSH arrête son aide aux contre-révolutionnaires. Des élections libres de 1990 donnent la victoire à la candidate de l'Union Nationale Violetta CHAMARRO sur les sandinistes.

## E - L'espoir d'un nouvel ordre mondial

En août 88 l'Iran et l'Irak signent un cessez-le-feu. La mort de KHOMEINY en 1989 renforce les perspectives d'apaisement. Mais le 2 Août 1990, Saddam HUSSEIN envahit le Koweït dans le but

de contrôler 20% des réserves mondiales de pétrole, d'affirmer son leadership sur le monde arabe, de faire monter le prix du pétrole pour payer une dette qui dépasse 70 milliards de dollars.

Le conseil de sécurité condamne l'agression, place l'Irak sous embargo et autorise l'utilisation de la force pour libérer le Koweït. Les USA, à la tête d'une coalition de 29 pays organisent la réplique. L'opération "**Tempête du Désert**" lancée le 17 Janvier 91 débouche en fin Février sur la libération du Koweït. Le pétrole irakien est placé sous embargo, le pays doit payer des dommages de guerre, et ses équipements chimiques et nucléaires doivent être détruits.

La fin de la guerre du Golf accélère les négociations entre Palestiniens et Israéliens. En Octobre 1991 s'ouvre à Madrid une conférence réunissant les parties concernées. Le 13 Septembre 93, Yasser **Arafat** et Yitzhak **Rabin** signent à Washington un accord de reconnaissance mutuelle et d'autonomie des territoires occupés. Cependant, les extrémistes ( Hamas et extrême droite israélienne) rendent difficile la paix au Proche Orient.

La liquidation du régime d'Apartheid en Afrique du Sud est aussi liée à la fin de la guerre froide. A partir de 1986 les USA et l'Europe durcissent le ton et les firmes occidentales menacent de quitter le pays. L'URSS cesse son soutien à l'Angola et au Mozambique qui protègent les militants de l'ANC. En septembre 89 : Frédéric **De Klerk** arrive au pouvoir et libère Nelson **Mandela** en février 90. Les élections d'avril 94 sont remportées par l'ANC (62%). L'élection de Mandela à la présidence aboutit à la réintégration de l'Afrique du Sud dans la communauté internationale.

- ✓ Les USA sont sortis vainqueurs de la confrontation avec l'URSS. Mais quel rôle entendent-ils jouer ? Selon quels principes ? Avec quels moyens ? Ils contrôlent les flux pétroliers depuis la guerre du Golfe, mais le Koweït est loin d'être démocratique. L'échec des troupes en Somalie en 92 (restaurer l'espoir) justifie le retard de l'intervention des Casques Bleus au Rwanda en 94, la prudence dans la guerre civile au Soudan, le refus d'intervenir dans le conflit Yougoslave.
- ✓ La guerre civile en RDC depuis 98 peine à trouver une solution.
- ✓ L'Europe à 25 doit faire face au défi de l'intégration économique qui crée une "Europe à plusieurs vitesses " mais aussi au défi institutionnel depuis le NON Français et Hollandais à la constitution européenne.

## **F - De nouvelles menaces**

L'accord START II a fait progresser la paix mais les risques de prolifération nucléaire demeurent. La désintégration de l'URSS a favorisé le trafic de matériels nucléaires et le départ de nombreux ingénieurs atomistes privés de travail. De nombreux pays sont devenus nucléaires.

Le recul du communisme est comblé par le réveil brutal des sentiments d'identités nationales, culturelles ou religieuses. D'où une tendance à la fragmentation, la remise en cause des frontières, la crainte des guerres civiles.

Dans le monde arabe, la dégradation des conditions économiques et sociales favorise la montée de l'intégrisme religieux (respect des lois coraniques).

Partout le nouvel ordre mondial semble devenu incertain, dangereux.

## **CONCLUSION**

La guerre froide qui a duré plus de 40 ans a longtemps perturbé les relations internationales. L'essoufflement des USA et de l'URSS, la démocratisation des pays de l'Est et la chute du Mur de Berlin en 1989 vont conduire à la fin de la bipolarisation du monde. Les grands vainqueurs sont les USA qui veulent s'imposer comme unique leader du monde devenu multipolaire.

## INTRODUCTION

La Chine, jusqu'au début du XX<sup>ième</sup> siècle vit sous le régime monarchique dirigée par la dynastie des Mandchous. Ce régime s'accapare du pouvoir économique et politique au détriment d'une majorité paysanne misérable. Le XX<sup>ième</sup> siècle marque un tournant dans l'histoire de la Chine avec une monarchie vieille de 25 siècles. Le XX<sup>ième</sup> siècle est un siècle révolutionnaire avec une première révolution intervenue en 1911 qui instaure un régime nationaliste républicain et une deuxième révolution qui pour sa part met en place le communisme. Ce régime communiste est caractérisée par une lutte idéologique au sein du parti communiste chinois consacrant le triomphe du maoïsme entre 1949 et 1976, puis celui des révolutionnistes incarnée par Deng XIAOPING qui instaure le « socialisme de marché ».

## I – L'AVENEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

En 1916 Sun YAT SEN reprend le pouvoir dans un contexte de chaos total. Il doit s'atteler à rétablir l'ordre en Chine car le pays est plongé dans une anarchie totale avec le règne de la terreur imposé par les « seigneurs de la guerre » ou « Dujun ». Cette anarchie aboutit à la montée de deux partis politiques : le **Kuomintang** ou parti nationaliste, réclamant l'égalité avec les occidentaux et le **parti communiste** qui milite pour la collectivisation des terres.

Ainsi ils s'allient surtout au lendemain de la mort de Sun YAT SEN remplacé par son beau frère Thang KAÏ TCHECK à la tête du **Kuomintang**. Grâce à cette alliance de deux partis idéologiquement contradictoires, les « dujuns » sont vaincus à partir de 1927. Tchang KAÏ TCHECK décide de séparer des alliés communistes qui sont désormais traqués de toute part. Ces derniers décident alors de mener la lutte contre les nationalistes mais ils sont divisés quant à la stratégie à adopter. Les marxistes-léninistes entendent mener la révolution à partir des villes tandis que les marxistes préfèrent la mener à partir des campagnes.

Finalement, les communistes décident de se replier dans les montagnes du sud-ouest où ils créent trois bases rouges érigées en 1931 en république chinoise communiste sous la direction de Mao ZEDONG. Ce contexte de 1931 correspond à l'arrivée des japonais en Chine, Tchang KAÏ TCHECK doit faire face à deux ennemies, les communistes et les impérialistes japonais.

Tchang KAÏ TCHECK opte pour la lutte contre les communistes qu'il qualifie de « **maladie du cœur** » avant de s'attaquer aux japonais ( la « **maladie de la peau** »). Son slogan est l'unification puis la résistance.

A partir de 1931, Tchang KAÏ TCHECK déclenche une campagne d'extermination systématique des « bandits » pour enrayer ce qu'il appelle abusivement le « péril rouge ». Durant les « années 30 », le fascisme Tchang KAÏ TCHECK prend une tournure dramatique obligeant les communistes à évacuer les bases : c'est le début de la longue marche qui dura une année entre octobre 1934 et novembre 1935. A cause de cette longue marche, 130 000 personnes ont tenté de défier les ennemies nationalistes, les obstacles de tous ordres. Finalement, 11 provinces sont traversées et seulement 20.000 personnes sont arrivées dans le **Xanxi**.

Mais quelle est la signification de cette longue marche. A cette question, Mao lui-même a apporté la réponse en décembre 1935. La longue marche a été un manifeste, un instrument de propagande qui a répandu dans les 11 provinces des semences qui germeront, porteront des feuilles, des fleurs, des fruits qui donneront la moisson dans l'avenir.

Elle a été donc un excellent entraînement politique et militaire, un instrument de sensibilisation et d'endoctrinement de l'immense masse paysanne. Cette longue marche aboutit au fameux incident du Xiang du 12 décembre 1936 au terme duquel Tchang KAÏ TCHECK fut fait prisonnier par ses généraux qui lui exigèrent l'alliance avec les communistes en échange de sa libération. Le marché



est conclu et Mao et Tchang KAÏ TCHECK doivent combattre côte à côte contre l'ennemi japonais.

La conquête japonaise en Chine a commencé dès 1931 mais s'est accélérée en 1937, le Japon voulant bénéficier des énormes potentialités chinoises, de son important marché de consommation, en même temps, il veut couper court à l'industrialisation chinoise jugée nuisible pour le Japon.

Le 07 juillet 1937, éclate la guerre sino-japonaise. Malgré l'alliance entre communiste et nationaliste, le Japon s'est emparé de l'essentiel de la Chine utile en prenant une à une leurs principales villes (Pékin, Canton, Nankin, Shanghai...). L'effort de guerre des communistes est considérable. Ils ont infligé de lourdes pertes aux japonais (270.000 morts et 6000 prisonniers).

En 1945, le Japon se voit obliger de se retirer de la Chine après qu'il ait reçu la bombe atomique. Sitôt le retrait japonais effectué, nationalistes et communistes décident de s'emparer des points vitaux de la Chine : éclate alors la guerre civile. Après la formation de l'armée de libération ou armée rouge, la bataille la plus décisive a eu lieu en janvier 1948 à Huaï Huaï. Tchang KAÏ TCHECK y fut sévèrement défait et perdit 550.000 de ses combattants. Il dut se réfugier à Formose pour constituer une république nationaliste. Le 1<sup>er</sup> octobre 1949, les communistes proclament à la place **Tienanmen** la république populaire de Chine avec comme président Mao ZEDONG. C'est le début d'une nouvelle périopétie dans l'histoire mouvementée de la Chine.

## II- LA CHINE A LA RECHERCHE D'UNE VOIE DE DEVELOPPEMENT

Après 37 ans de chaos politique, sociale et économique, la Chine doit panser ses plaies en entreprenant sous la bannière du communisme, la reconstruction du pays. Ce communisme chinois est un communisme marxiste léniniste paysan et hypervolontariste.

Dans cette reconstruction on peut retenir, trois étapes majeures :

- de 1949 à 1958 : c'est la reconstruction selon le modèle soviétique
- de 1958 1966 : c'est la politique du développement utopique de la Chine ou Grand Bond en Avant, suivi de la nouvelle politique économique et la révolution culturelle.
- A partir de 1976, la Chine, cette fois-ci, sous Deng XIAOPING initie le socialisme de marché qui se poursuit encore de nos jours.

### 1- La Chine à l'école soviétique (1949-1958)

La Chine va adopter dès 1949 le modèle de développement soviétique marqué par le dirigisme étatique et la planification. Les nouveaux dirigeants de la Chine procèdent d'abord à des réformes sociales et économiques.

Dans le domaine social, on lutte d'abord contre l'embourgeoisement et la bureaucratisation et pour un remodelage idéologique. Ensuite on initie une politique d'émancipation de la femme avec l'interdiction de la bigamie et de la polygamie. Dans le domaine agricole, les terres sont collectivisées par des réformes et plus de 300 millions de paysans sont organisés en coopératives paysannes agricoles bénéficiant d'un lopin de terre et de ration alimentaire.

Mao lance le premier plan quinquennal inspiré des plans staliniens. Ce plan donne l'essentiel des investissements à l'industrie surtout le secteur lourd au détriment de l'agriculture. A l'arrivée, la progression est réelle dans le secteur industriel tandis que l'agriculture bat de l'aile. Il entraîne en milieu rural une famine vectrice d'un malaise paysan qui gagne très vite les centres urbains. La contestation gagne la société chinoise et les révisionnistes sous la direction de Zhou EN LAÏ profitent de l'occasion pour surgir. Mao semble ainsi relégué au second plan mais il utilise le piège de la campagne des « **cent fleurs** » pour reprendre les choses en mains (Mao dit que cent écoles rivalisent, que cent fleurs s'épanouissent).

Ainsi il met à la reconstruction selon le modèle économique soviétique et pour initier sa propre voie : le Grand Bond en avant.

## 2- Le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle (1958-1976)

A partir de 1958, et après l'échec de la reconstruction selon le modèle soviétique, MAO estime que la Chine est suffisamment mûre pour brûler les étapes, accélérer le cours de l'histoire. En d'autres termes, il s'agit d'atteindre l'idéal communiste, rattraper l'Angleterre en 15 ans grâce à la ferveur révolutionnaire. MAO initie la politique du **Grand Bond en avant** avec des travaux de grandes envergures, construction de routes, d'infrastructures, de grands barrages...

Le Grand Bond en avant est marqué par trois traits essentiels : la rupture sino-soviétique, le lancement du deuxième plan quinquennal et la mise en place des communes populaires.

Le deuxième plan quinquennal essaie de rectifier les erreurs commises antérieurement. Ici, l'agriculture et l'industrie, le secteur moderne et traditionnel, le secteur lourd et léger doivent progresser simultanément. « Il ne s'agit pas de marcher à cloche pied avec une jambe et demi mais à deux pieds. Aussi ce Grand Bond en avant est-il marqué par la rupture sino-soviétique. Une rupture qui relève de considération politico-idéologique. MAO accusant KHROUCHTCHEV « de traître et de capitulaire » pour son ouverture à l'Occident et son abdication durant la crise de Cuba. Ce divorce s'accompagne d'un retrait de la part de l'Union Soviétique de sa coopération scientifique et technique mais aussi de ses capitaux. Face à ce gap, MAO entend galvaniser l'énergie nationale en s'appuyant sur l'immense paysannerie. Ainsi s'explique la création des communes populaires.

Les communes populaires sont des unités de base sociale, un regroupement de coopératives agricoles comportant chacune 20.000 à 30.000 membres. Au sein de ces communes, toutes les activités sont menées : politiques, administratives, agricoles, industrielles (avec la fonte de l'acier) et éducatives. Mais au sein de ces communes la vie est strictement contrôlée par l'Etat qui veille à la solidarité communautaire et au travail qui sont le seul viatique à l'atteinte de l'idéal communiste.

Cette politique du Grand Bond en avant tourne à l'échec et au drame, car les défrichements ont épuisé les sols, les paysans se détournent des activités agricoles au profit de la fonte de l'acier sans compter les intempéries qui dévastent les cultures. La famine s'installe faisant 20 millions de morts. Cet échec du Grand Bond en avant donne des arguments aux réformistes (ou **révisionnistes ou réalistes**) regroupés autour de Liu SHIAOQUI et Deng XIAOPING.

MAO prend le contrôle de l'Etat et les réalistes initient la nouvelle politique économique appelée NEP chinoise qui signifie ouverture vers l'Occident : introduction des tendances capitalistes, contrôle des naissances, restitution lopins de terres aux paysans. En plus ces réalistes créent des zones économiques spécialisées (appelées Z.E.S.) qui attirent les industries occidentales.

Mais Mao ne perd pas pour autant son influence au sein du parti. Dès 1964, il désigne Lin BIAO, chef de l'armée et publie le « **petit livre rouge** » devenu une sorte de bible pour les chinois. Il commence d'abord à endoctriner la frange estudiantine constituée en gardes rouges.

Pour mener sa revanche sur les révisionnistes il déclenche à partir de 1966 la **révolution culturelle prolétarienne** en s'appuyant sur les gardes rouges. Ainsi dans tout le pays, les gardes rouges s'attaquent aux mœurs bourgeoises traquent les opposants de Mao. Grâce au soutien de Lin BIAO, il parvient à faire exécuter Liu SHIAOQUI et plus tard en 1971 il se débarrasse de son dauphin devenu très encombrant, Lin BIAO. Deng XIAOPING pour sa part échappe au fascisme de MAO grâce à son emprisonnement. MAO en ayant pris sa revanche, dirige le pays jusqu'à sa mort en 1976. Alors, il est remplacé par Deng XIAOPING qui revient ainsi aux commandes de l'Etat et du parti communiste c'est le retour des réformistes.

## 3- L'évolution de la Chine depuis 1976 ou le socialisme de marché

A partir de 1976, Deng XIAOPING devient l'homme fort de la Chine. C'est donc le retour des réalistes aux affaires après que le PCC a accepté les **quatre (04) modernisations** proposées par Deng XIAOPING : agriculture, industrie, science et technique, défense nationale. Cette modernisation se fait grâce à une relative ouverture de la Chine vers l'extérieur dans l'objectif

d'attirer les investisseurs étrangers qui doivent s'implanter librement dans les Z.E.S. (Zones Economiques Spécialisées) créées à cet effet.

Sur le plan intérieur Deng XIAOPING entreprend une politique de démocratisation qui signifie collectivisation des terres, contrôle des naissances, suppression des communes populaires et une relative ouverture vers le capitalisme. Cette politique entraîne ce qui est communément appelé « **le miracle chinois** ». En effet, depuis 1976, la Chine a réalisé des performances économiques énormes avec une croissance de 10%. Toutefois ce miracle a ses limites car des millions de chômeurs errent encore dans les villes. La population croît annuellement de 15 millions d'individus par an.

L'embourgeoisement, la bureaucratisation et la corruption gagnent les dirigeants du Parti Communiste. Sur le plan politique, l'opinion semble s'accorder sur l'impossible démocratisation de l'empire du Milieu. Déjà en 1979, on réclame la démocratisation, c'est la « **5<sup>ème</sup> modernisation** » car le PCC assure le contrôle du pays par l'armée et la police et les contestataires sont traqués, parfois déportés en Mongolie ou simplement exécutés. Toute contestation est sévèrement réprimée à l'image de la sanglante répression estudiantine de juin 1989 sur la place **Tienanmen**.

Pour un régime contesté, la stratégie adoptée est la politique expansionniste, la Chine a fini de récupérer en 1937 l'île de Hong-Kong et entend faire de même pour Taiwan, le Tibet, le Sin-Kiang dans le Turkestan chinois à l'ouest qui sont convoités par la Chine.

Depuis 1976, la voie chinoise de développement est celle du « socialisme » de marché ou « capitalisme organisé » qui a permis de réels progrès mais à la portée encore limitée.

## **CONCLUSION**

Le XX<sup>ème</sup> siècle chinois est marqué par une histoire faite de tâtonnement et de bégaiements. Les dirigeants chinois depuis 1911 sont à la recherche d'une voie originale de développement. Après le règne chaotique des nationalistes républicains, celui des communistes est marqué par des divergences idéologiques entre les radicaux et les réalistes. Le socialisme de marché aujourd'hui en vigueur en Chine a fait de ce pays une super-puissance en devenir mais une super-puissance fragilisée par les divergences intérieures. La Chine pourra-t-elle jouer le rôle de puissance régionale qu'elle cherche ? Ne risque-t-elle pas de se désintégrer avec les velléités sécessionnistes de certaines de ses provinces ?

## **DEUXIEME PARTIE : DECOLONISATION ET AFFIRMATION DU TIERS-MONDE**

### **Leçon 4 –**

### **CAUSES GENERALES DE LA DECOLONISATION**

#### **INTRODUCTION**

Le XIX<sup>e</sup> siècle a été marqué par le triomphe de l'impérialisme européen. Jusqu'au déclenchement de la Grande Guerre, de nombreux peuples d'Asie et d'Afrique vivaient sous domination coloniale. Après le conflit, une timide marche vers l'indépendance des colonies est déclenchée ; c'est la décolonisation qui s'est accélérée à la fin de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale. Dès lors, ce mouvement devient une composante majeure des relations internationales au XX<sup>e</sup> siècle.

#### **I / LES FACTEURS EXTERNES**

Ils ont accéléré la remise en cause de l'ordre colonial par des peuples dominés. L'influence de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale, le rôle joué par les « superpuissances » et l'ONU dans un contexte de guerre froide ont précipité le processus de décolonisation.

##### **▪ L'impact des deux guerres mondiales**

L'influence de la première Guerre est modeste et, même si l'Europe est sortie meurtrie du conflit, on ne remet pas encore en cause le principe de la domination coloniale. En effet, les colonies allemandes et les territoires enlevés à la Turquie ont été placés sous « mandat » des puissances victorieuses afin de les conduire à l'indépendance. C'est déjà un début d'application du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Déjà le 5<sup>eme</sup> point du traité de Versailles (qui en comptait 14) évoquait le sort des colonies. Cependant

l'anticolonialisme reste diffus et son impact est plus sensible en métropole.

La 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale a eu une influence plus déterminante. En effet, du fait de leur participation directe, les pays colonisés exigent une évolution de la politique coloniale. Car, ayant combattu au nom de la patrie pour la liberté, ils réclament à leur tour cette même liberté. Ils sont soutenus par une opinion publique métropolitaine qui s'interroge sur la légitimité de la domination.

##### **▪ Le rôle des superpuissances**

L'U.R.S.S. et les U.S.A. s'opposent à la colonisation par une action très efficace. En effet, les USA se souviennent de leur mouvement d'indépendance et affichent un anticolonialisme très actif. Lors de la signature de la charte de l'Atlantique en 1941 et à la conférence Moscou de 1943, ils avaient déjà proposé de donner l'indépendance à tous les peuples qui la réclament. De même ils estiment que les empires coloniaux constituent un obstacle à leur expansion commerciale. C'est pourquoi ils sont les premiers à accorder l'indépendance aux Philippines dès 1946 avant d'attirer l'attention de leurs alliés occidentaux sur les risques de récupération des mouvements de libération nationale par les communistes.

De son côté, l'URSS est favorable à la décolonisation pour des raisons idéologiques. Les communistes préconisent une action anticolonialiste sur la base de « l'internationalisme prolétarien ». L'anticolonialisme soviétique est présenté non seulement comme une entreprise de libération

mais aussi comme une contribution à la paix mondiale. Ainsi les raisons politiques sont plus affirmées du côté de l'URSS qui apporte un soutien massif à tous les mouvements de libération nationale. L'URSS se considérait comme l'allié et le défenseur naturel des pays en lutte pour leur émancipation.

### **3) L'action de l'ONU.**

Elle a été déterminante dans la mesure où elle proclame dans sa charte le principe de «l'égalité des peuples et leur droit à disposer d'eux même ». L'ONU a été une tribune pour dénoncer le colonialisme. Les représentants des pays nouvellement indépendants ont saisi cette opportunité pour sensibiliser l'opinion internationale sur le sens du combat mené dans les colonies. La création du conseil de tutelle répond au droit des peuples dominés afin de les conduire à l'indépendance.

### **4) Les mouvements de solidarité du Tiers-monde**

Leur échelle est assez réduite mais ils ont contribué à la prise de conscience des colonisés. Il y a d'abord l'Asiatisme né au début du 20<sup>ème</sup> siècle qui se présente comme une volonté des peuples jaunes de s'opposer à la domination Européenne. Le mouvement s'est développé sous l'influence du Japon vainqueur de la Russie en 1905 et aussi avec le soutien de la Chine communiste. L'Asiatisme a exercé une influence décisive au sein des mouvements libérationnistes d'Afrique Noire avec la tenue de la conférence de Bandoeng (avril 1955) au cours de laquelle fut fait un véritable procès du colonialisme. Des leaders comme Nehru, Soekarno, Nasser, Zhou En Lai s'engagent à soutenir le mouvement de libération.

Il y a aussi le Panarabisme né vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle pour réclamer un retour aux valeurs arabes à travers la recherche de l'unité d'action face au colonialisme. L'arabisme a rencontré l'islamisme pour donner naissance à la Ligue Arabe en 1940.

Le Panafricanisme est un mouvement parti d'Amérique au sein des noirs de la diaspora. Il fut à l'origine du premier congrès de Paris en 1919. D'autres congrès tenus à Bruxelles en 1921, Londres en 1923, New York en 1927 et Manchester en 1945 ont permis de préciser le contenu du mouvement. Ses contours idéologiques à caractère racial ont évolué pour devenir anticolonialiste. Ses principaux animateurs sont le Docteur Dubois, Marcus Garvey qui ont largement inspiré les intellectuels africains comme Lamine Senghor, Garang Kouyaté et Kwamé Nkrumah. Ces facteurs externes ont joué un rôle important au plan global, mais ce sont les facteurs internes qui ont été les plus déterminants dans la prise de conscience des colonisés.

## **II / LES FACTEURS INTERNES**

Les transformations socio-économiques intervenues avec la colonisation ont accéléré la prise de conscience des peuples dominés et en constituent même les fondements.

### **1°) L'évolution interne des colonies**

Les populations colonisées ont été intégrées dans l'économie de marché. Le résultat de l'intégration est l'exploitation, l'assimilation des valeurs occidentales. La formation d'une classe ouvrière et les dures conditions de travail, la restriction des libertés favorisent l'essor du syndicalisme et lui donnent une dimension revendicative de portée socio-économique.

Dans les campagnes les paysans, privés des meilleures terres, se contentent des cultures d'exportation peu rentables. Le malaise paysan a des répercussions dans les villes où le prolétariat survit difficilement. Donc l'exploitation et l'oppression politique constituent les raisons majeures qui ont poussé les pays dominés à s'engager dans la lutte pour l'émancipation.

L'élite intellectuelle formée à l'école du colonisateur pour servir dans l'administration devenait de plus en plus consciente de ses droits et liberté piétinés. Elle entraîne les masses populaires dans la mouvance de l'émancipation. Ainsi, contre la politique coloniale qui tend à se durcir s'affirment les mouvements nationalistes.

## **2°) Les mouvements nationalistes**

Ils présentent plusieurs caractères. Les formes pacifiques sont l'œuvre d'intellectuels modérés à l'exemple de Gandhi. Les formes violentes ont été surtout le fait des partis communistes à l'exemple du Viet Nam Quo Dang Dang (VNQUD) et du FLN.

- ❖ L'Asie est un ancien foyer de nationalisme et de résistance. Nationalisme et résistance sont préconisés par des doctrines comme l'Asiatisme s'inspirant de la victoire japonaise sur l'URSS (1904-1905), de la révolution chinoise et de l'échec de l'impérialisme. Ce mouvement a un caractère non violent en Inde avec Gandhi ; il est particulièrement violent en Indonésie et en Indochine. Ce sont des mouvements qui ont beaucoup influencé ceux de l'Afrique.
- ❖ En Afrique, le nationalisme est animé par des intellectuels, des partis politiques et des syndicats. Les valeurs de référence sont entre autres le Panafricanisme, la négritude et l'African-personality.

## **3°) Les syndicats et les partis politiques**

Après la deuxième guerre mondiale, les syndicats se multiplient pour se positionner à l'avant-garde de la lutte de libération nationale (Confédération Générale des Travailleurs (CGT), UGTAN, FEANF). En 1957, tous ces syndicats formulent des revendications d'ordre professionnelles. La lutte syndicale a évolué rapidement pour prendre des contours politiques du fait que les cadres syndicaux étaient en même temps des militants actifs dans les partis politiques (A. Sékou Touré). Sur le plan politique, les partis se multiplient dans les colonies et s'appuient sur les moyens modernes de communication. Profitant de la reconnaissance des libertés fondamentales, ils entreprennent d'intenses campagnes d'agitation et de propagande auprès des jeunes et des femmes. Les leaders, souvent formés à la métropole, se considèrent comme les porte-parole des masses. Enfin les élites intellectuelles à travers une littérature engagée (Aimé Césaire, Senghor, Alioune Diop, Cheikh Anta Diop, Amilcar Cabral) et le clergé indigène étaient favorables au mouvement d'émancipation.

## **CONCLUSION**

La décolonisation est l'aboutissement du processus irréversible de l'évolution des forces à l'intérieur comme à l'extérieur des colonies. C'est un concept qui a galvanisé et mobilisé les énergies les plus irréductibles à la cause d'une longue et âpre lutte politique. Remise en cause de l'ordre colonial, la décolonisation est l'un des phénomènes politiques les plus spectaculaires de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle.

## **INTRODUCTION**

L'importance des colonies est telle que les métropoles préfèrent conserver leurs intérêts économiques que de laisser leurs possessions s'émanciper librement. La Grande Bretagne par exemple qui ne couvre que 230 000 km<sup>2</sup> a un Empire colonial qui fait 33 millions de km<sup>2</sup> tandis que celui de la France (550 000km<sup>2</sup>) mesure 12,3 millions de km<sup>2</sup>. Dès lors, l'acceptation de la continuation du système colonial dépend largement de la maturité du mouvement nationaliste. Ainsi la décolonisation revêt principalement deux formes : pacifique et violente.

## **I / LA DECOLONISATION DITE PACIFIQUE**

### **1°) Définition**

La décolonisation est dite pacifique si l'indépendance est obtenue sans le recours à la lutte armée entre la colonie et la puissance coloniale. On dit alors que la métropole a « réussi » sa décolonisation. Toutefois cette forme ne signifie pas passivité ou docilité généralisée des mouvements nationalistes ; dans certains cas (voir plus loin) la revendication de l'indépendance est très vigoureuse même s'il n'y a pas eu, en fait, guerre de libération nationale. Quelles sont les conditions de cette décolonisation pacifique ?

### **2°) Les conditions de la décolonisation pacifique**

On peut en retenir trois fondamentales : le réalisme de la métropole, l'existence d'une élite politique disposée au compromis et l'impact de la guerre froide.

#### **a) Le réalisme politique de la puissance coloniale :**

Il est en grande partie tributaire de la politique coloniale adoptée par la métropole. La Grande Bretagne par exemple, par son « administration indirecte », a toujours accepté dans ses principes l'émancipation des colonies. En 1931 déjà, à la rencontre de Westminster, elle avait créé avec des Dominions (Canada, Australie, Nouvelle Zélande, Afrique du Sud) une communauté qui devient à partir de 1945 la British Commonwealth of Nations généralement appelée Commonwealth. La France, bien qu'ayant accepté difficilement et tardivement l'irréversibilité de la décolonisation, est tout de même parvenue à réussir une décolonisation pacifique en Afrique Noire et dans une certaine mesure au Maroc et en Tunisie. Dans le premier cas la tâche lui est facilitée par une élite politique disposée au compromis ; ainsi tour à tour, elle a accepté les différentes réformes prononcées par la France ; la conférence franco-africaine de Brazzaville en 1944, l'union française de 1946 à 1956, la loi cadre de 1956 à 1958, la communauté française de 1958 aux indépendances de 1960 ; dans le deuxième cas, certainement par les contraintes de la guerre d'Algérie.

#### **b) L'existence d'une élite disposée au compromis**

Le maintien du pouvoir colonial est facilité par une élite politique modérée pour qui l'indépendance ne se pose pas en objectif politique immédiat. Autrement dit, cette élite nationaliste est disposée à collaborer encore avec le colonisateur et accepter en conséquence toutes les réformes qu'il lui impose : exemple les réformes de la France de 1944 à 1960 citées un peu plus haut. En somme, l'indépendance a été « négociée » avec toutes les conséquences qui en ont découlé.

### **c) L'impact de la guerre froide**

«La menace communiste» a des fois contraintes la puissance coloniale à lâcher du lest en laissant le pouvoir à des nationaux. D'ailleurs l'une des conditions de la politique de décolonisation de l'occident c'est de ne pas permettre l'avènement d'un régime communiste. C'est l'interaction de tous ces facteurs qui a favorisé la décolonisation pacifique avec des conséquences considérables dans l'évolution future des nouveaux Etats indépendants.

### **3°) Les conséquences**

Elles se traduisent par le maintien des intérêts de l'ancien colonisateur grâce à des hommes surs, qualifiés souvent «d'amis».

Les liens économiques, politiques et culturels durant l'époque coloniale sont maintenus par la création d'institutions ou de structures appropriées ; ex : la zone monétaire CFA. En somme, c'est cette forme de décolonisation qui constituait ce qui est appelé le Néocolonialisme.

## **II / LA DECOLONISATION DITE VIOLENTE.**

### **1°) Définition**

A la décolonisation pacifique, on oppose la décolonisation violente, c'est à dire les cas où l'indépendance est obtenue par la lutte armée entre la colonie et la métropole ; on dit que la décolonisation est «ratée».

### **2°) Les conditions**

Trois facteurs expliquent cette décolonisation violente : l'entêtement du colonisateur, l'existence d'un mouvement nationaliste radical et bien organisé, enfin un soutien extérieur.

#### **a) L'entêtement du colonisateur.**

Il est lié souvent à trois types de pressions :

- le poids économique et stratégique de la colonie pour la métropole. Ex : l'Indochine dont la production de riz est vitale pour son système colonial et puis c'est la seule colonie française d'Extrême-Orient.
- L'existence de groupes de pression sur le pouvoir colonial à l'extérieur de la colonie : c'est l'importante minorité des colons qui détient une bonne partie des richesses du pays et qui a peur de les perdre avec l'indépendance. C'est le cas dans les colonies portugaises, en Indochine et surtout en Algérie (les pieds-noirs).
- Le rôle des forces conservatrices dans la métropole. Ex : pour le cas de l'Indochine, une violente campagne de presse est déclenchée en 1946 contre la « politique d'abandon » par la France. Cette campagne est appuyée par les radicaux, le Mouvement Populaire Républicain (MPR), la droite et même par une partie de l'armée comme le commandant Ronnet. Ainsi ce sont toutes ces pressions qui ont contribué à engager la France dans des guerres coloniales en Indochine (1947-1954) et en Algérie (1954-1962).

#### **b) L'existence de mouvements de libération radicaux et organisés.**

Le seul entêtement du colonisateur n'est pas suffisant pour aboutir à un conflit armé. Ce dernier est d'avantage favorisé par l'existence d'un mouvement de libération nationale radical suffisamment mûr pour revendiquer l'indépendance immédiate sans compromis ni conditions. Dès lors, cela suppose que le mouvement nationaliste soit assez bien organisé pour pouvoir gérer son attitude radicale. D'une manière générale cette attitude est surtout notée dans les mouvements de libération marxistes léninistes (Vietminh en Indochine, colonies portugaises) ou bien nationaliste comme le FLN d'Algérie.



### **c) l'existence d'un soutien extérieur.**

Si l'entêtement du colonisateur et la radicalisation de libération nationale ont suffi pour déclencher les guerres d'indépendance, celles-ci doivent leur durée et leur ampleurs au soutien extérieur aux mouvements de nationalistes. Très souvent, ce soutien obéit à des préoccupations idéologiques et stratégiques comme c'est le cas du soutien des pays nationalistes au Vietminh et aux colonies portugaises. Ce soutien peut aussi traduire une solidarité culturelle comme l'action du monde arabe en Algérie.

### **3°) Les conséquences des luttes armées**

De manière générale, la décolonisation violente a entraîné une rupture brutale et totale entre l'ancienne colonie et la métropole. Comme le redoutait l'occident, ces nouveaux Etats renforcent le camp socialiste. Dès lors, la lutte s'intègre dans la guerre froide : l'occident tente de déstabiliser ces nouveaux Etats en soutenant des mouvements de guérilla comme l'UNITA, la RENAMO ou bien en fomentant des coups d'Etats (Boumediene contre Ben Bella). Quelquefois même des assassinats sont commandités notamment contre Amilcar Cabral en Guinée Bissau ou Eduardo Mondlane du Mozambique.

## **CONCLUSION**

Ainsi, quelle que soit la forme revêtue, la décolonisation consentie de manière désintéressée n'a jamais été concevable pour les occidentaux. Dans tous les cas, les nouveaux Etats indépendants subissent le poids des relations internationales, soit par le biais du néocolonialisme soit par celui de la guerre froide.

## **INTRODUCTION**

La première vague de décolonisation a eu lieu en Asie orientale. Les nationalistes y sont plus anciens et mieux organisés. Ils ont engendré dans l'entre deux guerres une contestation de l'autorité exercée par la puissance coloniale. L'Inde anglaise et l'Indochine française ont connu des formes différentes d'émancipation. En Inde, les britanniques ont su choisir la voie de la concertation préservant ainsi l'essentiel de leurs intérêts tandis que les français se sont engagés dans un conflit armé qui s'est soldé par un échec.

## **I- LA DECOLONISATION EN INDE : UN EXEMPLE DE DECOLONISATION PACIFIQUE.**

### **a) L'évolution de l'Inde jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale.**

Depuis 1857, l'Inde était devenue une colonie de la couronne, dirigée par un gouverneur général portant le nom de vice-roi. Elle était considérée par la Grande Bretagne comme la perle de l'Empire car elle constituait un marché de plus de 300 millions de personnes en plus du développement de l'industrie textile et de la culture du coton, du riz et du thé. Dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, une bourgeoisie industrielle et commerciale formée dans les écoles et universités anglaises voit le jour. En 1885, un parti nationaliste, *le parti du congrès ou Indian National Congress* est formé par cette élite qui demande à participer à la direction des affaires politiques. En 1906, la ligue Musulmane est fondée dans le but de préserver l'identité culturelle des populations islamisées.

A la fin de la première guerre mondiale le Parti du Congrès sera animé par **Mohandas Karamchandi Gandhi (1869-1948)** revenu en Inde en 1915 après avoir passé 21 ans en Afrique du Sud (1893-1914). Pendant ce séjour il a écrit "**l'Autonomie indienne**" en 1909, véritable réquisitoire contre les occidentaux. Gandhi prône l'attachement absolu aux valeurs traditionnelles et spirituelles de la société indienne. Sa philosophie de l'action politique repose sur la **non-violence active**, ligne politique selon laquelle on peut opposer à l'agression une résistance pacifique telle que la grève de la faim, les marches populaires. La tactique de lutte est la **désobéissance civile** qu'il lance à partir de 1930. Elle repose sur le refus de payer l'impôt, de porter les vêtements anglais, sur le boycott des produits britanniques symbolisé par la «marche du sel», le retrait des enfants indiens des écoles anglaises. L'efficacité de son action oblige la Grande Bretagne à mener un ensemble de réformes. En 1935, le statut du gouvernement de l'Inde accorde une autonomie interne restreinte. La Grande Bretagne conserve le contrôle des finances, la politique étrangère et de la police intérieure. Ces réformes seront jugées insuffisantes par le Parti du Congrès.

En 1942, en pleine guerre mondiale, le Parti du Congrès vote la résolution "**Quit India**" par laquelle il réclame l'indépendance immédiate de l'Inde afin que celle-ci puisse en toute souveraineté participer à la lutte contre les puissances totalitaires. Churchill refuse et ne promet l'indépendance qu'après la guerre. Une campagne de désobéissance civile fut lancée de nouveau suivie d'une sévère répression qui se poursuivra jusqu'en 1945. La situation est aggravée par les famines qui sévissent dans certaines régions du pays entre 1943 et 1944.

### **b) L'indépendance et la partition de l'Inde**

Avec l'avènement en Grande Bretagne en juillet 1945 du gouvernement travailliste présidé par Clément ATTLEE et après la capitulation japonaise, les négociations continuent. Mais elles butent sur l'opposition entre parti du congrès qui souhaite la formation d'un Etat unitaire et la **Ligue**

**Musulmane de Jinna** qui craint que dans un tel Etat les musulmans minoritaires ne soient opprimés. Elle réclame ainsi la création de deux Etats, l'un pour les Hindous et l'autre pour les musulmans. Tous les plans de médiation présentés par la Grande Bretagne échouèrent. Une guerre civile sanglante oppose les hindous aux musulmans. Le Parti du Congrès finit par accepter le principe de la partition. **Lord Mountbatten**, le nouveau vice roi proposa un plan de partition accepté par les deux partis. Le 15 août 1947, le projet de loi d'indépendance de l'Inde fut voté. Il consacra la naissance de deux Etats : l'**Inde** dirigé par **Nehru** et le **Pakistan** à majorité musulmane dirigé par **Ali khan**. Les difficultés liées à la délimitation des frontières entre les deux Etats provoquent une guerre civile et d'importants transferts de populations. La guerre civile fera au moins 500 000 morts.

## **II- LA DECOLONISATION EN INDOCHINE : UN EXEMPLE DE DECOLONISATION VIOLENTE.**

### **a) Les débuts du nationalisme indochinois**

La France s'était installée en Indochine depuis le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle en Cochinchine (1858-1861) au Cambodge (1863) au Tonkin et en Annam en 1885 et au Laos en 1893. Ces territoires vont être regroupés en une fédération appelée **Union Indochinoise** dirigée par un gouverneur général. La Cochinchine, l'Annam et le Tonkin étaient tous peuplés de Vietnamiens. C'est dans ces territoires surtout que l'administration française va faire face à des mouvements nationalistes très actifs. Ils seront dirigés par des partis politiques comme le **Parti Communiste Indochinois**, plus populaire et implanté surtout dans les zones rurales. Il est animé par **Nguyen Ai Quoc (Hô Chi Minh : celui qui éclaire)**. Entre 1930 et 1932 une grave agitation révolutionnaire se développe dans toute l'Indochine française. Elle sera sévèrement réprimée.

### **b) L'évolution durant la deuxième Guerre Mondiale.**

Pendant la deuxième Guerre Mondiale, plus précisément en 1944, le Japon s'empare de l'Indochine mais laisse sur place l'administration Vichyste. Face à l'occupation japonaise, le PCI fonde en mai 1941 le **Vietminh : Front de l'Indépendance du Vietnam (Viêt-Nam Doc Lap Dong Minh)** qui combat à la fois les japonais et les français. Au même moment au Laos un autre front de libération, le **Parthet Lao** animé par les communistes poursuit les mêmes objectifs. En mars 1945, les japonais décident de balayer l'administration française. Le Bao Dai, descendant des anciens empereurs d'Annam en profite pour proclamer l'indépendance du Vietnam. En août 1945, le Vietminh déclenche une insurrection qui oblige le Bao Dai à abdiquer.

Dès l'annonce de la capitulation japonaise, Hô Chi Minh proclame à son tour l'indépendance de la **République Démocratique du Vietnam (RDVN)** le 02 septembre 1945. Le pays, conformément aux accords de Potsdam est provisoirement occupé par les troupes chinoises au Nord du 16<sup>ème</sup> parallèle et par les britanniques au sud.

### **c) Le retour de la France.**

Dès la fin de la guerre, la France envisage de reconquérir l'Indochine. De Gaulle envoie un corps expéditionnaire qui réussit à occuper le sud Vietnam, mais la difficulté se trouve dans la reprise en main du nord occupé par le vietminh et les chinois. Elle est obligée de négocier avec le vietminh.

Les négociations aboutissent en mars 1946 à la signature des **accords Sainteny-Ho Chi-Minh (accords de Fontainebleau)**. La France reconnaît l'indépendance du Vietnam qui reste néanmoins un Etat associé qui fait partie de la Fédération d'Indochine et de l'Union Française en voie de constitution. Mais l'Amiral Thierry d'Argenlieu, nouveau haut-commissaire français en Indochine, sous la pression des colons français installés dans la région et des milieux d'affaires, considère cet accord comme un abandon. Il fait proclamer le 1<sup>er</sup> juin 1946, en violation des accords du 6 mars, la création d'une république de Cochinchine. Le Vietminh rejette une telle partition du Vietnam. La tension monte dès lors entre la France et le Vietminh.

#### **d) La guerre d'Indochine et le triomphe des nationalistes**

Prenant prétexte d'attentats commis contre leurs garnisons, les français bombardent en novembre 1946 le port de Haïphong faisant environ 6000 morts. Le Vietminh riposte le 19 décembre à Hanoï en tuant 200 personnes dans les quartiers européens. Ceci marque le début de la guerre d'Indochine.

**De 1946 à 1949**, la France mène seule une guerre purement coloniale. Les troupes du Vietminh, dirigées par le général Nguyen Vô GIAP se retirent dans les campagnes et adoptent la guérilla (« le jour aux français, la nuit aux Viets », « encerclement des villes par les campagnes »). La France tente alors de trouver une solution politique. En juin 1948, elle fait appel à l'ex empereur (le Bao Dai) à qui elle accorde ce qu'elle avait refusé à Hô Chi-Minh c'est-à-dire l'indépendance du Vietnam dans le cadre de l'Union Française (**accords de la baie d'Along**). Mais le Vietminh refuse de reconnaître le gouvernement fantoche du Bao Dai et continue le combat.

**A partir de 1949**, avec la victoire communiste en Chine, la guerre d'Indochine devient un conflit de la guerre froide. Les Vietminhs sont désormais appuyés par les chinois et les français reçoivent l'aide des USA qui financent en grande partie la guerre. Néanmoins les troupes françaises vont subir de nombreux revers dans leur tentative de contrôler les axes de passage vers la Chine. La cuisante défaite de **Dien Bien Phu le 7 mai 1954** (12000 prisonniers français) précipite l'issue du conflit et oblige les français à négocier.

**Les accords de Genève** sont signés le 21 juillet 1954. Ils prévoient un partage provisoire du Vietnam de part et d'autre du 17ème parallèle. Au nord, la République Démocratique du Vietnam accède à l'indépendance. Le sud reste sous l'autorité du Bao Dai. Ils prévoient également dans 2 ans au plus tard l'organisation d'un référendum qui devait porter sur l'éventuelle réunification du pays. Le Laos et Cambodge accèdent également à l'indépendance totale.

Le bloc de l'ouest enregistre ainsi sa deuxième défaite en Asie dans le cadre de la politique d'endiguement initiée par les USA depuis 1947. Aussi, le refus du Vietnam Sud de procéder au référendum de réunification, déclenche une deuxième guerre dite guerre du Vietnam.

#### **CONCLUSION**

Dans son ensemble, la décolonisation en Asie est marquée par la guerre froide. Après l'indépendance, l'Inde s'est rapprochée de l'URSS et en Indochine l'obsession du containment et du roll back débouche sur la guerre du Vietnam. L'Asie a joué un rôle de premier plan dans la décolonisation des autres peuples notamment africains, comme le témoigne éloquemment l'historique conférence de Bandoung d'avril 1955.

## LA DECOLONISATION AU PROCHE-ORIENT : LA QUESTION PALESTINIENNE ET LES RELATIONS ISRAELO-ARABES

### INTRODUCTION

La Palestine correspond à la partie occidentale du Proche Orient, à cheval sur le fleuve Jourdain. Après la première guerre, cette ancienne possession de l'empire ottoman est placée sous mandat de la SDN et sous la tutelle de l'Angleterre. A l'image de la région proche orientale, la Palestine constitue une mosaïque de peuples dominée par les Arabes. C'est aussi le foyer des trois religions révélées : le judaïsme, le christianisme et l'islam (la religion de la majorité).

Encouragé par la Déclaration Balfour en 1917, le mouvement sioniste entame un retour en Palestine (la « **TERRE PROMISE** ») : c'est le commencement du « **Drame palestinien** ».

### I / DU SIONISME A LA NAISSANCE DE L'ETAT D'ISRAEL

Depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, le mouvement sioniste basé en Egypte revendiquait un Etat pour la nation juive. En 1917, le Secrétaire d'Etat britannique aux Affaires Etrangères, Arthur James BALFOUR, promet la création d'un foyer national juif en Palestine (Déclaration Balfour).

Au lendemain de la première Guerre Mondiale, les juifs affluèrent vers la « Terre Promise ». Leur nombre atteint 425.000 en 1939. Les britanniques adoptèrent alors une politique de restriction à l'immigration. En 1942, le peuple hébreu réclame un Etat indépendant. L'holocauste perpétré par l'Allemagne nazie pendant la guerre plaide en sa faveur.

A la suite de l'insurrection organisée contre les Britanniques de Palestine par la **Haganah** (milice juive) et certains groupes terroristes comme le **Stern** ou l'**Irgoun**, l'Angleterre remet le dossier palestinien aux Nations Unis. Le 29 novembre 1947, l'ONU décide de créer un Etat Juif, un Etat Arabe et d'internationaliser Jérusalem. Mais le plan de partage de l'ONU donne 55% du territoire aux juifs qui ne représentent que 30% de la population.

L'Angleterre annonce qu'elle retirera sa tutelle le 15 mai 1948. Le 14 mai, le Premier Ministre David Ben GOURION proclame l'Etat d'Israël. Le lendemain il proclame l'indépendance d'Israël.

### II / LES CONFLITS ISRAELO-ARABES

#### 1- La réaction du monde arabe

Aussitôt proclamé, l'Etat hébreu doit faire face à une coalition des pays arabes. Le 15 mai 1948, les Etats de la Ligue Arabe, refusant le plan de partage de l'ONU, attaquent Israël. L'armée israélienne appuyée par la **Haganah** et l'**Irgoun** et équipée par les Etats-Unis, réussit à repousser l'agression arabe. Les armistices signés à **Rhodes** entre **février et juin 1949** consacrent la victoire d'Israël et entraînent l'extension de son territoire à 78% de l'ancienne Palestine et sur Jérusalem ouest. Le 11 mai 1949, Israël est admis comme membre de l'ONU.

Le 16 décembre 1949, le roi ABDALLAH de Jordanie annexe la Palestine Arabe et Jérusalem est, malgré l'opposition de la Ligue Arabe. Les Palestiniens trouvèrent refuge dans les pays arabes voisins, mais certains d'entre eux, une minorité restent en Israël, désormais, la lutte contre l'Etat sioniste devient un facteur d'unité du monde arabe et les incidents frontaliers se multiplient entre Israël et ses voisins.

En réponse à l'interdiction du Canal de Suez et du Golfe d'Akaba aux navires israéliens, l'Etat juif envahit le Sinaï du 29 octobre au 02 novembre 1956 et s'empare de la bande de Gaza. Finalement l'ONU obtient le retrait des troupes israéliennes relayées par les casques bleus.

## **2- La guerre de « 6 Jours » (juin 1967)**

Pour parer à une attaque israélienne, NASSER signe un pacte militaire avec la Jordanie et l'Irak et décide la fermeture du Golfe d'Akaba par où devait transiter le ravitaillement stratégique d'Israël. Le 05 juin, l'aviation israélienne pilonne celle des arabes au sol. Six (6) jours après Israël s'empare du Sinaï, de la bande de Gaza, de la Cisjordanie, du Golan syrien et de Jérusalem-Est. En novembre 1967, l'ONU adopte la résolution **242** qui prévoit l'évacuation de ces territoires par Israël. Malgré cette disposition, les territoires arabes occupés restent sous le contrôle de l'Etat israélien.

## **3- La guerre de Kippour (octobre 1973)**

Le Président Anouar EL SADATE qui succéda à NASSER (mort en 1970) décide en 1973 de laver l'humiliation faite aux arabes par Israël. Le jour de la fête de **Yom Kippour** (Grand Pardon, fête religieuse juive), l'Egypte et la Syrie attaquent par surprise les troupes israéliennes au Sinaï et au Golan. Pour la première fois, l'armée israélienne était mise en difficulté, mais une médiation de l'ONU parvient à faire accepter un cessez-le-feu par toutes les parties en conflit.

Pour contraindre les puissances occidentales à faire pression sur Israël, les pays arabes producteurs de pétrole décident d'utiliser l'arme du pétrole. Réunis à Koweït City le 17 octobre 1973, ils décident une hausse du baril de 70%, un embargo contre les amis d'Israël et une réduction de la production de 5% par mois. Cette série de mesures fut à l'origine du premier choc pétrolier. C'est dans ce contexte que le Secrétaire d'Etat Américain Henry Kissinger entama la politique du « pas à pas » qui aboutit au rapprochement entre Egypte et Israël. Cette diplomatie permet au président SADATE de se rendre à Jérusalem le 20 novembre 1977. Ainsi l'Egypte semble renoncer à l'option militaire, accepte de signer les **Accords de Camp David le 17 septembre 1978** qui stipulent l'évacuation du Sinaï par Israël. Aussitôt après Camp David, l'Egypte est exclue de la Ligue Arabe dont le siège est transféré du Caire à Tunis. Devant cette décision du monde arabe, les Palestiniens restent seuls les maîtres du jeu.

# **III LA RESISTANCE PALESTINIENNE**

## **1- La question des réfugiés**

Au lendemain de la proclamation de l'Etat d'Israël, 750.000 palestiniens se sont réfugiés dans les pays arabes voisins, notamment en Jordanie, au Liban et en Syrie. En 1977 l'agence des Nations Unies établit les statistiques suivantes : sur 3.200.000 palestiniens, 400.000 vivent en Israël, 700.000 en Cisjordanie occupée, 400.000 dans la bande de Gaza également sous occupation israélienne, 1.000.000 en Jordanie, 300.000 au Liban et 400.000 sont dispersés. Au total 1.500.000 arabes sont contraints de vivre sous administration israélienne, humiliés et expropriés. En effet ils n'ont qu'une seule alternative : accepter cette frustration ou vivre en exil, dans des camps de réfugiés. Désormais la question palestinienne est au cœur des relations israélo-arabes.

## **2- Les hostilités entre l'OLP et Israël**

Créée en 1964 par la Ligue Arabe, l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP) est d'abord présidée par Ahmed CHOUKEIRY. En 1967, elle est renforcée par le ralliement du **Fatah** de Yasser ARAFAT. Succédant à CHOUKEIRY en 1969, ARAFAT affirme sa détermination à éliminer Israël, conformément à la charte nationale palestinienne de 1964. Le terrorisme devient l'expression de la frustration d'un peuple qui a perdu sa patrie. Il est souvent le fait de l'aile dure de l'OLP comme le Front pour la Libération de la Palestine (FPLP) du Dr Georges HABBACHE ou le Front Démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP) de Abou NIDAL. Les attentats contre Israël et ses intérêts dans le monde se multiplient. Exemple le massacre d'athlètes israéliens aux Jeux Olympiques de Munich de 1972. L'insécurité s'installe dans les pays arabes qui servent de base aux terroristes, car Israël se donne le droit de poursuivre ses agresseurs au-delà de ses frontières. C'est ce qui justifie la réaction du roi HUSSEIN de Jordanie qui massacre un camp de réfugiés palestiniens en septembre 1970 (« septembre noir »).

L'opinion internationale est sensible à la question palestinienne. Le 13 novembre 1974, ARAFAT est reçu à la tribune des Nations Unies avec le statut d'observateur. Cette victoire diplomatique est une consolation pour l'OLP qui assouplit sa position en préconisant la création d'un Etat palestinien sur les territoires libérés de la Palestine. En 1975 le Liban devient le théâtre des opérations entre Israéliens et Arabes. Les « **Fedayins** » (les combattants palestiniens), chassés de Jordanie après le « septembre noir », ont trouvé refuge au Liban. Leur implantation inquiète Israël qui, libéré du front Egyptien, envahit le Liban en juin 1982 : c'est l'opération « **Paix en Galilée** » de Ménéahim BEGIN qui se traduit par les massacres de **Sabra** et **Chatila** et l'occupation de sud Liban. Le 07 décembre 1987, à la suite d'une insurrection déclenchée en Cisjordanie et à Gaza, Israël décrète l'Etat d'urgence qui n'empêche pas les affrontements entre soldats israéliens et jeunes palestiniens armés de pierres : c'est l'**Intifada**.

La question palestinienne connaît un début de dégel à partir des années 90. En 1992 le gouvernement israélien et une délégation de l'OLP entament des négociations qui aboutissent à la reconnaissance mutuelle de l'Etat d'Israël et de l'OLP en 1993 à Washington. Cette détente symbolisée par « la poignée de mains » historique entre ARAFAT et Itzhak RABIN s'est traduite par la création progressive de l'Autorité Palestinienne sur les territoires libérés par Israël, l'organisation d'élections en 1995 (après lesquelles Arafat devient Président) et l'abrogation de la charte palestinienne. Un espoir de paix était alors né ; cet espoir est aujourd'hui compromis par l'action des extrémistes des deux camps : attentats du Hezbollah contre Israël, assassinat de RABIN et l'avènement de la deuxième Intifada.

## CONCLUSION

L'évolution des relations israélo-arabes nous donne la conviction que la décolonisation du Moyen-Orient est encore inachevée. La cohabitation de peuples et de religions antagonistes dans une région aussi convoitée et la pression des Juifs de la diaspora sur les pays occidentaux sont autant de facteurs qui ne facilitent pas l'établissement d'une paix durable dans la zone.

## **INTRODUCTION**

Au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale, le statut de l'Union Française est compliqué et fragile. Il s'ouvre peu aux aspirations anti-coloniales et émancipatrices qui surgissent partout. La France consciente d'avoir besoin de son empire pour retrouver son rôle de grande puissance, ne veut rien céder de l'essentiel à l'image de la **Conférence de Brazzaville**, des revendications légitimes des anciens combattants. En Algérie, malgré le statut de 1947 créant une assemblée à deux collèges, la voie des réformes fut hermétiquement bloquée suite aux nombreux problèmes politiques, économiques et sociaux. C'est cette situation chaotique qui aboutit en 1954 à une insurrection qui conduit à la guerre d'indépendance algérienne.

## **I/ LES ORIGINES DE LA GUERRE D'ALGERIE**

### **1- La situation politique, économique et sociale de l'Algérie avant 1954**

Le statut politique de l'Algérie a longtemps évolué au gré de l'instabilité politique en France et de la succession des gouvernements. C'est ainsi que successivement, l'Algérie a été considéré comme Royaume Arabe puis rattaché administrativement à la France comme département français. Au moment de la IVème République, le gouvernement de Pierre MENDES FRANCE, partant du principe « l'Algérie, c'est la France », nomme un gouverneur général libéral Jacques FONSTELLE. L'Algérie est alors divisée en trois départements : Alger, Constantine et Oran.

Sur le plan social, l'Algérie est partagée en deux communautés distinctes et pratiquement opposées :

- Les Européens d'Algérie, près d'un million en majorité des ouvriers, sont des membres des classes moyennes (commerçants, employés, cadres). C'est la communauté des « **pieds noirs** » très attachée à l'Algérie puisque enracinée depuis des générations (1830). Elle dispose de tous les privilèges et s'est lancée dans une agriculture moderne et commerciale sur de vastes domaines, terres qu'elle a confisqué des mains des autochtones pendant la période de la conquête. En plus cette communauté contrôle l'industrie naissante. Cette communauté de Blancs est opposée à toute forme de réformes visant à accorder l'égalité aux algériens. C'est donc une oligarchie très puissante, formée de lobbies, qui domine la vie politique et économique.
- Par contre, à côté de cette communauté de « **pieds noirs** », vit une masse de 8 850 000 algériens musulmans (Arabes, Berbères). Seul 1 à 2 millions ont un niveau de vie comparable à celui des européens (chef d'exploitation, élite ouvrière et employés). Le reste est formé de paysans, d'artisans, de manœuvres, de chômeurs qui vivent dans la grande médiocrité matérielle, quand il n'est pas dans le dénuement le plus total.

Comme nous le montre le tableau suivant<sup>1</sup> les européens possèdent 25% des terres cultivables et représentent 2% des agriculteurs.

<b>Taille des exploitations</b>	<b>Européens</b>	<b>Musulmans</b>
Moins de 1 ha	11%	16,8%
De 1 à 10 ha	22,8%	52,7%
De 10 à 50 ha	25,3%	26,5%
De 50 à 100 ha	11,9%	2,6%
Plus de 100 ha	29%	1,4%

### **2- Le réveil du nationalisme algérien**

<sup>1</sup> Tiré de « Histoires terminales » ; Collection Ouetel, Librairie Bordas.



Le nationalisme algérien devient très actif à partir des années 1930, mais les revendications nationalistes sont plus ou moins mises en veilleuse par la guerre. En outre, le nationalisme est divisé en plusieurs courants ce qui affaiblit très fortement le mouvement. On distingue dès lors trois grandes tendances dans le nationalisme :

- Les partisans d'une politique revendicative assimilationniste qui veulent l'extension de la citoyenneté. Le courant moderniste représenté par Farhat ABBAS et Ben JELLOUL, est formé d'une élite de citoyens, de bourgeois et d'intellectuels.
- Les partisans d'une Algérie Arabe avec une forte influence marxiste. Ce courant révolutionnaire et populiste est né en France en 1926 et s'est implanté en Algérie en 1936. Son leader Messali HADJI avait créé en 1930 un journal « l'Etoile Nord Africaine » (ENA) puis le Parti Populaire Algérien (PPA) en 1937. il réclame l'indépendance avec l'aide de la France.
- Les partisans d'une Algérie arabo-musulmane dont le principal leader est BEN BADIS. Ils fondent le mouvement des Oulémas. Avec leur devise « l'Islam ma religion, l'Arabe ma langue, l'Algérie ma patrie », ils refusent toute forme d'intégration et d'assimilation à la France.

### **3- La voie bloquée des réformes**

Dés 1939, l'intransigeance coloniale française et la puissance des « pieds noirs » avait fini de donner naissance à un cadre d'action : le « Comité d'Action Révolutionnaire Nord Africain » (CARNA) qui n'écartera pas la lutte armée.

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, le courant modéré représenté par Farhat ABBAS lance le « Manifeste du Peuple Algérien » le 10 février 1943, profitant de la présence en Algérie de la France libre et des USA qui avait souscrit à la Charte de l'Atlantique. Le manifeste réclame l'autonomie politique seule susceptible de définir des rapports justes et nouveaux entre la France et l'Algérie. Le 12 décembre 1943 dans son discours programme prononcé à Constantine, le Général DE GAULLE reprend le projet Violette qui prône une Algérie française représentée au parlement français. Le nationalisme se durcit, entraînant l'arrestation de nationalistes parmi lesquels Messali HADJI et de graves troubles en mai 1945.

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, deux tendances du courant nationaliste se dégagent : l'Union Démocratique pour le Manifeste Algérien (UDMA) de Farhat ABBAS de tendance modéré et le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD) de Messali HADJI de tendance révolutionnaire radicale et dont les militants sont recherchés et pourchassés par la police.

Entre 1946 et 1947, l'instabilité politique en France suite à la démission de Général DE GAULLE, l'arrivée au pouvoir d'une coalition de partis, (Parti Communiste, SFIO, et MRP) qui créent un tripartisme très fragile, poussent les autorités coloniales à mener une politique de décrispation en Algérie en mettant en place un nouveau statut qui prévoit une assemblée algérienne comportant deux collèges (musulman et européen), c'est-à-dire 60 députés algériens et 60 députés européens.

Non seulement le Gouverneur Général Marcel-Edmond NAEGELEN organise un trucage systématique des élections au profit des candidats de l'administration, mais surtout les décisions ne peuvent être prises au sein de l'assemblée qu'à la majorité des 2/3. Ainsi le scrutin est vidé de toute forme de crédibilité, la voie des réformes paraît complètement bloquée.

## **II / LES DEBUTS DE LA GUERRE D'ALGERIE**

En 1947, le MTLD se dote d'une organisation spéciale (OS) sous la direction d'Ahmed BEN BELLA. En 1948, l'OS se renforce, devient en octobre 1954 le « Front de Libération Nationale » (FLN) qui est fondé au Caire et qui, de son côté, se dote d'une Armée de Libération Nationale (ALN) : c'est la fin de la voie légale.

### **1- L'insurrection de novembre 1954**

Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, 70 actions terroristes secouent simultanément tout le territoire algérien dans un contexte peu favorable pour la France avec la défaite de **Dien Bien Phu**. Le gouvernement français réaffirme l'appartenance de l'Algérie à la France et se rapproche des colons français qui réclament une vigoureuse répression.

Jacques FONSTELLE alors nommé Gouverneur Général à la place de NAEGELEN, lance des « réformatrices » (modernisation économique et sociale, développement de la scolarisation, politique d'intégration) avec comme toile de fond l'isolement du FLN. La répression démantèle la plupart des réseaux FLN. FONSTELLE tente une application réelle du statut de 1947 : c'est un pouvoir exécutif contrôlé par la France et par un pouvoir législatif appartenant à une assemblée algérienne.

### **2- Les massacres d'août 1955**

Le FLN s'oppose à la politique d'intégration et cherche à monter son emprise sur la masse musulmane. En août 1955, ses partisans s'attaquent aux quartiers et fermes isolées européens dans le Constantinois (123 morts coté européen). La répression européenne, avec les « ratonnades » et la chasse à l'Arabe menées par les européens, fait 1 273 tués coté algérien. Les deux communautés sont désormais inconciliables.

Le FLN rallie tous les musulmans alors que le Gouverneur FONSTELLE entend réprimer la rébellion du FLN. L'Etat d'urgence est proclamé et un nouveau contingent est envoyé à Alger.

### **3- L'enlèvement politique et militaire (1956-1958)**

Le Front Populaire dont le gouvernement est présidé par Guy MOLLET arrive au pouvoir en France en janvier 1956 avec comme ambition de rétablir la paix. Guy MOLLET se rend à Alger pour installer un ministre président libéral, le Général CATROUX. L'hostilité des colons européens l'oblige à reculer en nommant un socialiste autoritaire Robert LACOSTE. La solution proposée par Lacoste, le cessez le feu, suppose la défaite du FLN qui n'accepte d'arrêter le combat que si l'indépendance est garantie.

Dans ces conditions, Guy MOLLET obtient des pouvoirs spéciaux du parlement français pour renforcer la présence de l'armée en Algérie qui devient un véritable camp retranché. En novembre 1956, l'armée française détourne un avion marocain transportant des personnalités du FLN dont BEN BELLA. A Alger, les parachutistes du Général MASSU doivent faire face au terrorisme urbain du FLN par des fouilles, contrôles, arrestations, tortures et exécutions sommaires. En février 1958, le village tunisien de Fakiet-Sidi Youssef est bombardé par l'armée française qui visait à débusquer les combattants de l'A.L.N. L'instabilité politique s'installe en France au moment où l'opinion publique comme l'intellectuel Jean Paul SARTRE dénonce les méthodes utilisées par la France.

Dépassé par les événements, le gouvernement délègue tous les pouvoirs civils et militaires au Général FALAN. Le Général DE GAULLE prépare son retour au pouvoir en brandissant la menace d'un coup d'Etat militaire.

## **III/ L'ARRIVEE DU GENERAL DE GAULLE ET LA PROCLAMATION DE L'INDEPENDANCE ALGERIENNE**

Face à la situation chaotique en Algérie, les colons s'empare de l'immeuble du Gouverneur Général et installent le Comité de Salut Public présidé par le Général MASSU le 13 mai 1958. Cette situation précipite la chute de la IV<sup>ème</sup> République puisque le Général FALAN fait allégeance au Général DE GAULLE. Le 1<sup>er</sup> juin 1958, l'Assemblée Nationale française vote l'investiture de DE GAULLE qui reçoit les pleins pouvoirs le 02 juin et le droit de réviser la constitution le 03 juin soumise à un référendum. Il manifeste sa volonté d'ouverture et de dialogue face au FLN déterminé à poursuivre son action en formant un Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) au Caire présidé par Farhat ABBAS.

DE GAULLE propose au FLN une rédition honorable « **la paix des braves** », en septembre 1958 et reconnaît le droit de l'Algérie à l'autodétermination en septembre 1959. En janvier 1960, les étudiants algérois protestent contre la politique d'autodétermination en cours par la « semaine des barricades ». Les colons inquiets de l'évolution des situations, créent l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS) qui tente en avril 1961 de renverser le gouvernement en débarquant à Paris.

A Alger, 4 Généraux (CHALLE, FALAN, JOUHAND ET ZELLER) tentent un putsch militaire. L'OAS est démantelée après l'échec des mouvements. Les négociations sont alors ouvertes et aboutissent aux Accords d'Evian du 18 mars 1962. Le 1<sup>er</sup> juin 1962, les algériens votent à 99,7% le « oui » à l'indépendance lors du référendum d'autodétermination. Le 3 juillet 1962, l'Algérie obtient l'indépendance sous l'autorité de Ahmed BEN BELLA.

## **CONCLUSION**

Après 8 ans d'une guerre d'indépendance cruelle et meurtrière avec près de 600 000 morts, l'Algérie accède à la souveraineté internationale. Cette indépendance est accompagnée du rapatriement de la majorité de la communauté européenne : près de 800 000 « pieds noirs ». Cette guerre a fortement marqué les relations ultérieures entre la France et l'Algérie et a même façonné la conscience individuelle et collective algérienne.

## **INTRODUCTION**

Au cours des années 1955 à 1965, la plupart des colonies situées en Afrique s'émancipent du joug colonial. Des circonstances historiques comme les guerres mondiales, la politique des USA et de l'URSS, l'action de l'ONU et la décolonisation en Asie, ont permis le réveil du nationalisme africain qui s'est forgé sur l'humiliation de l'oppression coloniale. La décolonisation de la Gold Coast sous le nom de Ghana dans les territoires britanniques et du Sénégal dans les colonies françaises peut être considérée comme la manifestation pacifique du processus d'émancipation : c'est la décolonisation « à l'amiable ».

## **A/ LA GOLD COAST**

### **I/ LA SITUATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE EN 1945**

#### **1- La situation politique**

Dés 1924, les Anglais ouvrent une ère de décrispation dans leurs relations avec l'aristocratie traditionnelle. Le roi PREMPEH fut rétabli sur le trône ; c'est le début de la politique de l'administration indirecte inaugurée par le Gouverneur GUGGISBERG. Le conseil fédéral des chefs Ashanti est reconnu et légalisé, même ouverture envers les chefs Dagomba et Mampoursi. Les limites de l'« Indirect Rule » avaient poussé l'administration coloniale anglaise à créer très tôt les conseils exécutif et législatif. Le conseil exécutif était formé de hauts fonctionnaires pour assister le gouverneur alors que le conseil législatif était une assemblée locale compétente dans l'élaboration des lois. Dès 1925, les membres sont élus par un électorat africain et à partir de 1948, les membres élus deviennent majoritaires par rapport aux membres nommés. Cependant, c'est à partir de 1940 que les africains très soigneusement triés sont appelés à siéger dans les conseils exécutifs. Le gouverneur n'est pas responsable devant le conseil législatif mais devant le Secrétaire d'Etat aux Colonies. Ainsi, la Gold Coast, comme la plupart des colonies britanniques d'Afrique de l'ouest, a vu naître les embryons de « **self government** ».

#### **2- La situation économique**

L'application du capitalisme avait fait naître une bourgeoisie autochtone qui prenait en charge les secteurs économiques comme l'import-export et le commerce local. Cette situation avait donné naissance à une bourgeoisie commerciale aisée. Au même moment, le développement de la plantation avait fait naître une bourgeoisie rurale qui avait profité avant la Première Guerre Mondiale de la hausse vertigineuse des prix de cacao. Après la Première Guerre Mondiale, les difficultés économiques poussent la Grande Bretagne à imposer le Pacte Colonial, renonçant à sa politique libérale. L'autorité coloniale favorisa l'implantation des maisons commerciales européennes et des lybano-syriens au détriment de la bourgeoisie autochtone, prenant même des mesures pour limiter les possibilités d'accumulation locale. Les cours du cacao s'effondrent au moment où les prix des denrées importées augmentent. La maladie des cacaoyers augmente les difficultés des agriculteurs. Le mécontentement général va très largement favoriser l'essor du nationalisme dans la Cote de l'Or.

## **II/ L'ESSOR DU NATIONALISME**

### **1- Avant Kwame NKRUMAH**

Dés 1868, les princes du royaume Fanti de la cote avaient créé un puissant mouvement : la « Confédération fanti ». En voulant s'opposer aux marchands britanniques, la plupart des membres furent arrêtés et emprisonnés. En 1897, la politique de répression coloniale favorisa la naissance de l'« Aborigenes' Rights Protection Society » (Association pour la Défense des Intérêts des Indigènes).

Cette association lança même un journal : « Methodist Times » et voulait s'opposer au « vol civilisé et au brigandage des britanniques ». La crise économique et la ruine de la bourgeoisie autochtone permirent la naissance, dans les colonies britanniques de l'ouest africain, d'un parti : le « Congrès National de l'Afrique de l'ouest Britannique » (NCBW), présidé par Casely HAYFORD. Il fallait maintenir la position des marchands et des planteurs africains, obtenir des réformes constitutionnelles pour élargir la représentation africaine dans les conseils et obtenir l'entrée d'un plus grand nombre d'africains dans la fonction publique. Or la constitution de 1946, que le gouverneur Sir Alan BURNS était chargé d'appliquer, ne reçut pas l'unanimité. Les méthodes de lutte timide du NCBWA amenèrent l'avocat, le Dr DANQUAH à créer dès 1947 l'UGCC (United Gold Coast Convention) ou Rassemblement de la Gold Coast Unie qui organise en 1948 le boycott des produits anglais en vue de baisser les prix.

### **2- Kwame NKRUMAH, l'homme et la naissance du C.P.P.**

Né le 18 septembre 1909 dans le petit village de Nkriful situé au sud-ouest, le jeune NKRUMAH fréquente l'école élémentaire puis l'école normale d'Achimota près d'Accra où il sortit diplômé. En 1935, NKRUMAH gagna les USA pour poursuivre ses études à l'université noire Lincoln de Pennsylvanie. Il y obtint une licence de théologie et une maîtrise en science de l'éducation. Il fréquenta aux USA des mouvements antiségrégationnistes et côtoya des panafricanistes américains comme William B. DU BOIS et Marcus GARVEY. Après l'étape américaine, il se rendit en Angleterre et s'active au sein du mouvement étudiant : la WASU (West Africa Students Union). C'est à Manchester en 1945 que W. B. DU BOIS, NKRUMAH et des amis réussissent à organiser le 5<sup>ème</sup> Congrès Panafricain, proclamant le mot d'ordre d'indépendance avec un contenu précis.

En 1947, il retourne en Cote de l'Or et fut appelé par le Dr DANQUAH pour prendre en main l'organisation du parti. Il mit en place une structure de jeunes : « Youth Study Group » (Groupe d'Etude de Jeunes). Sous son impulsion l'UGCC passa en action contre le colonialisme britannique en lance, du 26 janvier au 11 février 1948, une campagne de boycott des magasins européens et libano-syriens. Le 28 février une manifestation pacifique d'anciens combattants à Accra se termina par des émeutes. Le mouvement s'étendit. La police ouvrit le feu sur les manifestants faisant officiellement 29 tués, 237 blessés et plusieurs boutiques d'européens et de libano-syriens pillées et incendiées. NKRUMAH, DANQUAH et 3 autres dirigeants de l'UGCC sont arrêtés et déportés au nord. Au sein de l'UGCC, NKRUMAH est lui-même critiqué pour son activisme et son désir d'associer et d'entraîner immédiatement les masses. Aussitôt sorti de prison, il décide la création le 12 juin 1949 de son propre parti : le CPP (Convention People Party).

## **III / LE CPP ET L'INDEPENDANCE DE LA COTE DE L'OR**

Le programme du CPP était basé sur l'indépendance, la création d'un parti d'avant-garde, l'unité du pays, l'indépendance de l'Afrique de l'ouest et le soutien au mouvement syndical.

Après les émeutes de 1948, la Grande Bretagne envoya la commission d'enquête Watson qui propose des réformes politiques limitées. Une nouvelle constitution dite Coussey est mise en place, saluée par l'UGCC et considérée comme insuffisante par le CPP qui se radicalise en lançant la campagne d'action positive qui se termine par de violentes manifestations. Le quartier des affaires d'Accra est saccagé et le gouvernement est débordé. Le comité exécutif du CPP et des

leaders syndicaux sont arrêtés. Il fallait mettre en application la Constitution Coussey par des élections générales en février 1951. Le CPP remporte la majorité écrasante : 33 sièges contre 3 pour l'UGCC. NKRUMAH est alors sorti de prison pour être investi chef du gouvernement en 1952. En 1954, les élections générales donnent au CPP 71 sièges sur 104. Le CPP remporte aussi les élections de 1956 avec 72 sièges contre 33 pour l'opposition. La nouvelle assemblée se réunit pour élaborer une réforme constitutionnelle conforme à l'indépendance. Le gouvernement britannique adopta l'acte d'indépendance et la Gold Coast accède à l'indépendance le **6 mars 1957** sous le nom de Ghana.

## **B / LE SENEGAL**

### **I / SITUATION POLITIQUE DANS LES TERRITOIRES FRANÇAIS EN 1945**

#### **1- La conférence de Brazzaville de 1944**

La deuxième Guerre Mondiale avait accéléré la prise de conscience des peuples colonisés. La charte de l'Atlantique proposée par Roosevelt et Churchill, affirmait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le 14 août 1941. La France occupée par les troupes allemandes, le Comité Français de Libération Nationale (CFLN), installé à Alger sous l'autorité du Général DE GAULLE, s'efforce de mobiliser toutes les énergies de la France d'Outre-Mer à côté de la France Libre et des Alliés. Face à un tel contexte où les aspirations nationales s'expriment partout, la voie des réformes s'impose. Ainsi le Général DE GAULLE dira en 1944, à l'ouverture de la Conférence de Brazzaville : « La guerre fut, jusqu'à ce jour, pour une bonne partie une guerre africaine... Sous l'action des forces psychiques qu'elle a partout déclenchées, chaque individu lève la tête, regarde au-delà du jour et s'interroge sur son destin ».

Il est donc urgent de faire face aux nouvelles aspirations des colonisés mais aussi aux intérêts de la France. Dans ce cadre le Commissaire aux Colonies de la France Libre, René Pleven, propose au Général DE GAULLE de réunir « une Conférence Africaine Française ». Celle-ci s'ouvre le 30 janvier 1944 réunissant 70 personnes en présence de DE GAULLE, PLEVEN et Félix EBOUE. Le 08 février 1944, elle prend fin et émet un certain nombre de recommandations qui, pour audacieuses qu'elles étaient en certains points, ne se présentaient pas comme une charte de l'indépendance mais plutôt cherchaient encore à offrir aux africains la possibilité de devenir des Français c'est-à-dire des « assimilés ». Même si la France écarte toute idée d'autonomie, la Conférence fut une porte ouverte dans le système colonial. Il s'agissait pour les peuples colonisés d'Afrique de s'y engouffrer pour amener le colonisateur à la voie de l'émancipation. Aucun Africain n'était présent à la conférence.

#### **2- La naissance de l'Union Française**

La première manifestation de l'assimilation affirmée par la conférence de Brazzaville fut d'admettre une fraction limitée des populations coloniales à élire les représentants à l'assemblée nationale, c'est le 2<sup>e</sup> collège. Cette Assemblée Nationale Constituante allait donc élaborer la nouvelle constitution de la France et de ses colonies. Lamine GUEYE membre du Bloc africain, section de la SFIO, fut élu au premier collège constitué par les citoyens français blancs et noirs et la circonscription Sénégal-Mauritanie. Il entraîna dans son sillage Léopold Sédar SENGHOR élu pour le 2<sup>e</sup> collège.

A l'Assemblée Nationale, Lamine GUEYE présenta une proposition de loi pour l'extension de la citoyenneté adoptée le 7 mai 1946. Lors des élections de la deuxième Assemblée Nationale Constituante, le 2 juin 1946, Lamine GUEYE et SENGHOR sont réélus. L'élaboration de la constitution avait abouti à la naissance de la « Charte de l'Union Africaine » adoptée fin juillet

1946 par la commission. La loi électorale du 05 octobre issue de la nouvelle constitution, adoptée le 28 septembre 1946, constituait un recul pour les élus africains : limitation du corps électoral, maintien du double collège, remise en question de certaines libertés. Un « front du refus » est aussitôt formé par les députés africains d'AOF. Devant une telle situation le ministre de la France d'Outre-Mer, Marius MONTET, poussa l'administration coloniale à dresser tous les obstacles sur la voie du rassemblement africain.

Malgré cela, le 18 octobre 1946, les élus africains sont réunis en congrès à Bamako. De ce congrès naît le RDA (Rassemblement Démocratique Africain) dont la Présidence revenait à Houphouët BOIGNY. La voie de l'émancipation du sujet colonial était proclamée. Dans chaque territoire est formé un parti comme l'UDS (Union Démocratique du Sénégal) de Doudou GUEYE.

L'union Française est formée de la république française métropolitaine, des colonies et des territoires associés anciennement territoires sous mandat comme le Togo et le Cameroun. L'Union Française avait trois organes principaux : le Président de l'U.F. qui est aussi le Président Français, le Haut Conseil et l'Assemblée de l'U.F.

Dans les différentes structures comme les Conseils Généraux, le combat politique et de positionnement est permanent. C'est ainsi que du 15 au 17 avril 1949, le congrès constitutif du BDS (Bloc Démocratique Sénégalais) se tient à Thiès. Senghor va rompre avec Lamine GUEYE qu'il accuse d'asseoir un pouvoir personnel au sein de la SFIO. Lors du renouvellement de l'Assemblée Nationale en 1951, le BDS remporte d'une façon écrasante les deux sièges. Lamine GUEYE est remplacé par le syndicaliste Abbas GUEYE. Les 3 sénateurs de la SFIO sont aussi remplacés par 3 élus BDS : Louis LEGROS, André FOUSSON et Mamadou DIA. Lors des élections de l'Assemblée Territoriale de mars 1952, le même schéma se dessina entre socialistes et BDS sauf dans les grandes villes de St Louis et Dakar où les municipalités restent aux mains des socialistes de la SFIO.

En 1953, la tension et l'agitation avaient pris une nouvelle dimension à cause d'une situation sociale difficile dans laquelle le pouvoir colonial tente d'apporter des réponses par des plans quadriennaux à la place des plans décennaux de 1951 et l'institution dans le secteur agricole des Sociétés Indigènes de Prévoyances (SIP) et des Sociétés Mutuelles de Production Rurale (SMPR).

## **II/ LA LOI-CADRE GASTON DEFERRE DE 1956**

Le contexte particulier des années 1950 à 1955 est marqué par le développement de la scolarisation même embryonnaire, des partis politiques, la lutte estudiantine et syndicale, la circulation des idées de « négritude » et d'indépendance politique dans une atmosphère internationale largement favorable. Durant cette forte pression, quelques responsables français choisissent de lâcher du lest. C'est ainsi que le Ministre de la France d'Outre-Mer, Henri TEITGEN, choisit d'étudier au cours de l'année 1955, que son successeur, Gaston DEFERRE, a pu faire adopter le 23 juin 1956. Devant l'urgence de la situation, il était inutile de présenter au Parlement français un projet détaillé de réformes. Il fallait seulement faire adopter quelques grandes lignes c'est-à-dire un « cadre » à l'intérieur duquel le gouvernement ferait des réformes par des décrets qui seraient approuvés ultérieurement. Dans ses grandes lignes la loi cadre instituait le suffrage universel, le collège unique, l'élargissement des assemblées territoriales et des conseils de gouvernement présidés par des gouverneurs qui assurent la gestion des affaires territoriales. La loi fut finalement adoptée le 23 mars 1956. Les hésitations des élus africains (par le biais des décrets, le gouvernement pouvait faire n'importe quoi) poussèrent SENGHOR et Mamadou DIA à l'abstention lors du vote de la loi. Mais la loi-cadre portait en elle la balkanisation par l'institution de conseils de gouvernement dans chaque territoire.

Il fallait donc pour l'élite africaine une unité d'action des partis politiques indispensable à l'édification d'une véritable « Union Française ». C'est ainsi que naît le BPS le 26 août 1956 par le regroupement du BDS, de l'UDS et du MAC .

Le 12 décembre 1957, des négociations entamées entre les représentants du PSAS de Lamine GUEYE et du BPS donnèrent naissance à l'Union Progressiste Sénégalaise (UPS) dont Mamadou DIA est élu Secrétaire Général. Le MPS et le PAI de tendance marxiste, né le 10 septembre 1957, restèrent en dehors du mouvement unitaire.

### **III / DE LA COMMUNAUTE FRANCO-AFRICAINA A L'INDEPENDANCE**

#### **1- Le référendum de 1958**

Revenu au pouvoir dans un contexte marqué par la guerre d'Algérie, le Général DE GAULLE affirme le 1<sup>er</sup> juin 1958, lors de son investiture, sa volonté de mener une réforme constitutionnelle pour organiser les rapports de la République Française avec les peuples qui lui sont liés. La voie est donc ouverte aux élus africains, dont Senghor, regroupés dans un « Front Commun d'Action Africaine », de préciser leur position dans la nouvelle constitution. Senghor est en première ligne pour exposer ce point de vue auprès du Général DE GAULLE. Mais face à la timidité du rapport, plusieurs dirigeants africains comme les sénégalais Abdoulaye LY, Thierno BA, Ahmadou Moutar MBOW et même Mamadou DIA et Lamine GUEYE réclamèrent l'indépendance immédiate lors du Congrès de Cotonou du 25 juillet 1958. DE GAULLE se rendit en Afrique pour présenter aux électeurs le dilemme : « Vous votez « OUI » et vous formez avec la France une Communauté, vous votez « NON » et vous prenez votre indépendance avec toutes ses conséquences... »

Le voyage est marqué par deux étapes : Conakry où malgré un accueil chaleureux Sékou Touré demande l'indépendance et Dakar où l'accueil fut hostile puisque c'était l'occasion pour les jeunes membres du PAI, les syndicalistes de l'UGTAN, de brandir des pancartes et de crier des slogans contre la Communauté et en faveur de l'indépendance immédiate. A la place Protet, le 26 août 1958, le Maire de Dakar Lamine GUEYE et le Ministre de l'intérieur Valdiodio NDIAYE sont chargés de faire entendre la voix des populations, SENGHOR et Mamadou DIA étant retenus en France. Valdiodio proposait « une confédération multinationale de peuples libres et égaux » c'est-à-dire l'indépendance d'une manière courtoise. Alors que DE GAULLE face à l'atmosphère tendue, se tourna vers la foule : « Je veux dire un mot aux porteurs de pancartes, voici ce mot : s'ils veulent l'indépendance qu'ils la prennent le 28 septembre. Mais s'ils ne la prennent pas, alors qu'ils fassent ce que la France leur propose : la Communauté franco-africaine ».

Dés lors la scission est inévitable au sein de l'UPS puisque les membres fidèles au mot d'ordre d'indépendance immédiate adopté par le Congrès de Cotonou et formant le PRA Sénégal décidèrent de voter « non » à côté du PAI. Avec seulement 988 nuls sur 893 251 votants, le « oui » l'emporta largement.

#### **2- La fédération précaire du Mali et l'indépendance du Sénégal**

A lendemain de la naissance de la communauté, la volonté de créer une fédération fut exprimée en janvier 1959 entre le Dahomey, la Haute-Volta, le Sénégal et le Soudan. Mais les intérêts territoriaux et souvent personnels finirent par réduire la Fédération du Mali au Sénégal et au Soudan.

Le 4 avril 1960, les accords de transferts de compétence sont signés entre les autorités du Soudan et de la France. Le 20 juin 1960, l'indépendance de la Fédération du Mali est solennellement proclamée à Dakar. Or, très tôt, il apparut que les deux partenaires, le Sénégal et le Soudan, se faisaient une idée différente des structures de l'Etat, de l'organisation de la Fédération, du rôle du parti et concevaient différemment la politique africaine et internationale. Ces divergences se manifestèrent dans la nuit du 19 au 20 août 1960 pour faire éclater la Fédération du Mali. Le Sénégal proclame son indépendance dès le 20 août 1960, le Mali le 22 septembre 1960.



## **CONCLUSION**

La décolonisation de la Gold-Coast est dans son ensemble plus mouvementée que celle du Sénégal. Malheureusement, le contexte politique post-indépendance a permis à des forces rétrogrades de briser le rêve unificateur de NKRUMAH que l'Afrique actuelle tente de ressusciter.

## **C / ANGOLA**

### **INTRODUCTION**

Les possessions portugaises d'Afrique comprennent : la Guinée Bissau, l'Angola, le Mozambique, l'Archipel du Cap Vert, Sao Tomé et Príncipe, Cabinda, St-Jean Baptiste de Ouidah. Première nation coloniale à prendre contact avec le monde noir, le Portugal sera la dernière à quitter ses colonies. Celles-ci constituent le dernier empire colonial sur le globe. Cette décolonisation tardive prend, l'aspect d'une guerre de libération nationale dans un cadre d'affrontement idéologique entre l'est et l'ouest, dépassant ainsi la seule lutte anti-coloniale.

### **I / LA SITUATION COLONIALE ET LA POLITIQUE DU PORTUGAL**

En Guinée Bissau et en Angola tout comme au Mozambique, aux îles du Cap-Vert et à Sao Tomé et Príncipe, l'occupation portugaise se limitait aux côtes pour les besoins de la traite des esclaves à destinations du Brésil. Cependant, la seconde Conférence de Berlin (1884-1885) fit de l'occupation effective une condition indispensable au statut colonial. C'est pourquoi le Portugal allait encourager une forte immigration vers les colonies afin de les préserver des ambitions britanniques : 9 000 portugais s'installent en Angola en 1897.

En fait, le Portugal entendait mener une politique d'assimilation. Jusqu'en 1961, l'immense majorité des autochtones d'Angola, de Guinée, du Mozambique n'avaient pas tous les droits des citoyens de la métropole. La loi coloniale de 1933 avait accordé le statut d'indigénat « sont considérés comme des indigènes ... les individus de race noire ou leurs descendants qui sont nés ou vivent habituellement dans la province et ne possèdent pas encore l'instruction et les habitudes personnelles et sociales sans lesquelles il ne peut y avoir application intégrale du droit public et privé des citoyens portugais ».

Un africain pouvait changer de statut et acquérir la citoyenneté portugaise s'il remplissait les conditions suivantes : avoir 18 ans révolus, parler correctement le Portugais, exercer une profession, un métier ou un emploi assurant à l'intéressé des revenus suffisants pour subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille à sa charge ou posséder des ressources suffisantes à cette fin, être de bonne vie et mœurs et posséder l'instruction et les habitudes sans lesquelles il ne peut y avoir application intégrale du droit public et privé des citoyens portugais, ne pas avoir été inscrit comme réfractaire au service militaire et ne pas avoir déserté.

Ainsi, l'Africain recevait le statut de citoyen en qualité d' « assimilado », une fois ces conditions remplies. En effet, la majorité des africains résidant dans les territoires où le statut des indigènes était en vigueur n'avaient pas la citoyenneté portugaise et étaient régis par les us et coutumes propres aux sociétés auxquelles ils appartiennent. Le statut particulier de l'indigénat impliquait qu'il n'était pas « civilisé ». En fait, il y a une répartition de la population en deux grandes catégories : les « civilizados » (civilisés) et les « nao-civilizados » (non civilisés).

La partie civilisée de la population regroupait toutes les personnes d'origine européenne (Portugais et étrangers), les Indiens, les Chinois, les Métis « les métis d'Européens et d'Africains » et les Africains reconnus comme « civilisés ». Selon le recensement de 1950, moins de 1% de la population africaine d'Angola et du Mozambique était officiellement classé dans la catégorie des « civilisés ».

Le statut d'indigénat avait également des implications économiques et sociales. L'indigène était soumis au travail forcé pour le compte de l'Etat ainsi qu'à la culture obligatoire du coton. De même, il ne pouvait acquérir des titres de propriété foncière. Le Portugal refuse de prêter attention

au cours des événements en Afrique et reste donc en dehors des mouvements anti-coloniaux nés de la guerre. En novembre 1960, une déclaration officielle précisait : « Nous ne sommes pas en Afrique comme tant d'autres. Nous continuerons comme par le passé notre politique d'assimilation. Pour cela il nous faut être ce que nous avons toujours été et nous ne changerons pas. » Devant cette volonté de ne rien changer et comme aucune action légale n'était possible, une lutte armée va s'engager dans la plupart des colonies notamment en Angola.

## **II/ LA PREMIERE GUERRE DE LIBERATION NATIONALE DE L'ANGOLA (février 1961 – octobre 1974)**

L'Angola est la plus vaste des colonies portugaises (1.246.700 km<sup>2</sup>) mais aussi la plus riche sur le plan agricole et minier. Cependant elle est la plus peuplée avec 6.200.000 habitants en 1974. Les débuts de la lutte des nationalistes angolais pour l'indépendance datent de février 1961. En effet, durant cette année, des militants du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) lancent une attaque contre la prison de Luanda, la capitale. En mars 1961, les Bakongos (Nord Angola) s'insurgent contre les planteurs portugais qui gèrent les plantations de café. Le bilan est de 1800 tués. Cette insurrection est le fait de l'Union des Peuples du Nord de l'Angola (UPNA) qui deviendra en 1962 la Frente Nacional de Liberação de Angola, Front nationale de Libération de l'Angola (FNLA).

La particularité de la lutte armée contre le Portugal réside essentiellement dans la division des nationalistes angolais. Ce sont trois (3) mouvements de libération rivaux qui luttent contre la métropole et entre eux : le MPLA, l'UNITA et le FNLA.

Le MPLA a été formé à Luanda en 1956 par Mario de Andrade. Il est d'idéologie marxiste et ses militants sont des ouvriers et des intellectuels. La tribu des Kimbundu (centre-ouest de l'Angola) et l'URSS sont ses soutiens. Agustino NETO (médecin, romancier) devient le président du mouvement en 1957.

Le FNLA est fondé en 1954 à Léopoldville. Il se définit comme un mouvement ethnique pour la défense des intérêts des Bakongos de l'Angola. Il appartient à l'ethnie majoritaire de l'Angola. Ce mouvement est favorable à une économie capitaliste. Il est au Zaïre (RDC) et au USA.

L'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA) est fondée en 1966 par Jonas Savimbi, un dissident du FNLA. Il appartient à l'ethnie majoritaire en Angola, les Ovimbundu. Il compte beaucoup sur ces derniers, mais n'a pas un soutien comparable à celui du MPLA et du FNLA. L'UNITA récupère les armes portugaises et trouve armée par le Zaïre, la Zambie et plutôt l'Afrique du Sud.

Dans l'ensemble, après près de 14 ans de résistance, les résultats militaires apparaissent médiocres du fait notamment des guerres internes. Les forces portugaises restent intactes. Mais grâce au coup d'Etat survenu au Portugal le 25 avril 1974, les négociations s'ouvrent. Le 6 mai 1974, un cessez-le feu et des accords sont conclus avec l'UNITA en juin et les deux autres mouvements en octobre 1974.

Le 10 janvier 1975, à Alvor (Portugal) les accords suivants ont été signés : l'indépendance de l'Angola est prévue le 11 novembre 1975 et l'enclave de Cabinda demeure partie intégrante du pays. Un gouvernement de transition est mis sur pied. Il est dirigé par le général Silva Cardoso et compte six (6) ministres pour chaque mouvement. Mais très vite l'unité vole en éclats.

## **III- LA SECONDE GUERRE DE LIBERATION ET LA VICTOIRE DU MPLA (mars 1975 – février 1976)**

L'Angola va connaître immédiatement des troubles internes en raison de la mésentente entre le MPLA et les deux autres organisations nationalistes. Le 26 mars 1975, les partisans du FNLA et ceux du MPLA s'affrontent à Luanda. En juillet 1975, le MPLA lance une offensive vers l'ouest et l'est du pays et annonce en septembre qu'il contrôle 11 des 16 chefs lieux de districts. Ce mouvement gère le pétrole du Cabinda et le port de Luanda. La guerre devient par la suite un affrontement est-ouest. Les sud-africains et les zaïrois (RDC) alliés des USA soutiennent l'UNITA

tandis que les cubains alliés aux soviétiques luttent aux côtés du MPLA. Le 10 novembre 1975, Silva CARDOSO proclame solennellement l'indépendance de l'Angola comme prévu. Le nouvel Etat entre dans l'indépendance en pleine guerre civile. Lorsque le Portugal quitte le pays, chaque mouvement national va proclamer sa propre république. A Luanda, le MPLA proclame la « République Populaire d'Angola » et à Ambriz, le FNLA et l'UNITA proclament « la République Populaire et démocratique d'Angola ». La lutte se poursuit mais prend fin en février 1976 par la victoire du MPLA. En effet, les USA avaient retiré leur soutien en décembre 1975 au FNLA et à l'UNITA au moment où l'URSS renforçait le MPLA. Le 10 février 1976, le MPLA est admis à l'OUA et reconnu par le Portugal le 17 février 1976.

## **CONCLUSION**

L'indépendance de l'Angola a été tardive comme du reste dans les autres colonies portugaises. Cela est lié à l'entêtement du Portugal et à son immobilisme. La lutte de libération s'est intégrée dans une guerre froide, ce qui a donné une dimension internationale et entraîné la poursuite de la guerre civile après la proclamation de l'indépendance.

## B / ETUDE DES CIVILISATIONS

### INTRODUCTION

#### Leçon 10:

### INTRODUCTION A L'ETUDE DES CIVILISATIONS: LE CONCEPT DE CIVILISATION

#### INTRODUCTION

Ce sont les encyclopédistes du XVIII<sup>ème</sup> siècle qui ont créé le mot civilisation pour résoudre une question de discrimination, c'est-à-dire de distinction. Il s'agissait d'établir la différence entre un groupe qui a une organisation avancée et un autre qui n'en a pas du tout. Et ils n'employaient le mot qu'au singulier comme si l'évolution avait une limite et que s'inscrire dans cette limite aussi c'est atteindre la perfection, l'absolu. Mais, par la force des choses et des événements, on a fini par émettre des réserves sur ce que ce concept abstrait pouvait contenir d'excessif et d'incomplet. Car, dans son sens originel comme l'a forgé le XVIII<sup>ème</sup> siècle, la civilisation se présente comme une valeur absolue, un idéal. En faisant entrer le mot au pluriel, les penseurs du XIX<sup>ème</sup> siècle ont ramené la chose à sa juste mesure en admettant que la CIVILISATION n'est pas en elle-même une valeur absolue.

#### I QUE SIGNIFIE LE MOT CIVILISATION ?

Dans « **L'Esprit des lions** », MONTESQUIEU décrit le système politique, l'essor commercial, le développement artistique des cités grecques. Il cherche avec embarras à résumer en un mot toutes ces données. Les gens employaient alors le mot « société », c'est-à-dire une collectivité qui possède des règlements précis ; autrement dit une organisation évoluée est essentiellement sociale. Au même moment les encyclopédistes ajoutent à la notion d'organisation celle de progrès qui n'est pas implicite dans l'idée de société.

D'OLBACH est le premier à écrire en 1776 le mot CIVILISATION. Il est tiré du latin civis (citoyen). Donc être civilisé signifie vivre dans le cadre d'une cité ou plus largement, d'un Etat pourvu de lois et faisant régner justice.

Comme on le voit, nous sommes près du terme de SOCIETE. Mais, la civilisation est plus encore comme l'écrit Voltaire « La France longtemps barbare, aujourd'hui commence à se civiliser ». Pour l'auteur de candide, il faut ajouter à la création d'institutions une lutte contre la barbarie c'est-à-dire contre les tendances de l'humanité primitive. Etre civilisé devient alors contraindre sa nature personnelle et instinctive. Or si l'on dompte les éléments pour les utiliser (ou les mettre) à son profit, on travaille également pour la société et on fait œuvre « civile ». L'idée d'organisation et l'idée de progrès peuvent donc se rejoindre pour ainsi constituer la base du concept de civilisation. De ce point de vue, la civilisation apparaît comme une conquête. Entre le sauvage et le civilisé, il existe une opposition irréductible. Le premier s'attarde dans une barbarie sans avenir, le second va de l'avant. Nous pouvons citer ces propos de CHATEAUBRIAND qui évoque dans « **Le génie du christianisme** » les peuples « qui ont été transportés du fond des forêts et de l'état sauvage au milieu des cités et de l'état civil ». Il n'y a donc pas d'évolution, mais de mutations brusques. Toutes ces considérations font apparaître que dans son sens originel, la Civilisation se présente comme une valeur absolue, un idéal.

## II- L'EVOLUTION DU CONCEPT DE CIVILISATION

Dès le début du XIX<sup>ème</sup> siècle, on commence à émettre des réserves qui laissent pressentir tout ce que la notion abstraite de civilisation peut contenir d'excès et d'incomplet. Les philosophes ont commencé à se demander si la quête d'une civilisation universelle et valable pour tous avait un sens. A ce sujet, le titre de l'ouvrage de l'Anglais TOYNBEE est évocateur : « **La civilisation à l'épreuve** ». Les romantiques allemands sont les plus féroces adversaires de cet idéal considéré comme un esprit simplificateur des Français.

On admet désormais que la civilisation n'est pas en elle-même une valeur absolue et hors du temps. Chaque société (groupe humain) est donc en droit de prétendre trouver son équilibre par ses propres moyens. Pourquoi n'y aurait-il pas autant de civilisations que de groupes humains ? En 1810, BALLANCHE emploie au pluriel le mot CIVILISATION. Personne n'ose plus parler trop haut de la civilisation.

Les historiens du XIX<sup>ème</sup> siècle acceptent à peu près tous les nouveaux emplois du terme. Mais on admet pourtant un postulat : « les civilisations ne sont pas toutes d'égale valeur ». Toutes les sociétés sont en marche vers un plus large développement, mais toutes n'ont pas atteint le même degré d'évolution, et la plus avancée se trouve être l'Européenne. Ce qui autorise les Européens à coloniser les autres continents pour les aider à faire avancer leur propre civilisation.

Au XIX<sup>ème</sup> siècle, les deux guerres mondiales sont venues tout remettre en cause. Elles ont réduit à néant la prétendue avance de la civilisation européenne. Elles ont montré qu'une civilisation progresse certes, mais aussi et surtout, elle peut décliner. Aujourd'hui on admet que l'histoire a connu N et N civilisations qui ont toutes eu un début, une période d'apogée, une période de déclin avant de disparaître.

## III- LES ASPECTS DE LA CIVILISATION

A partir du moment où on admet qu'il y a autant de civilisations que de groupes humains, on aboutit à la constatation qu'elles ont chacune des aspects particuliers :

- **Aspect géographique.** Toutes civilisations naissent dans un cadre donné qui l'influence, mais auquel elle laisse des empreintes. On peut dire que la civilisation occupe un espace c'est-à-dire une aire culturelle où se retrouvent des traits particuliers, mais où les influences extérieures restent toujours possibles.
- **Aspect sociologique.** Chaque civilisation est liée à une société qui lui a donné naissance. On observe que la civilisation évolue en général moins vite que les sociétés. A ce propos, c'est la religion qui reste le trait le plus fort et le plus constant des civilisations malgré la tendance actuelle à une laïcisation.
- **Aspect économique.** Toute civilisation a des aspects matériels. La civilisation matérielle peut être définie comme l'ensemble des procédés avec lesquels une société utilise son environnement pour s'y adapter et le transformer. La civilisation américaine est par exemple le procédé utilisé par les américains dans ce sens (...). Pendant longtemps, l'homme a été seul artisan de la civilisation, cela explique que les anciennes civilisations aient été surtout esclavagistes.
- **Aspect historique.** Toute société est mortelle. Ainsi, la notion d'histoire intervient car toute civilisation a un passé, des valeurs anciennes, des expériences vécues et même des itinéraires parcourus qui mettent un temps avant de s'effacer complètement.

## CONCLUSION

On peut dire en résumé que les événements et les hommes disparaissent mais les structures restent : elles sont en gros les sentiments matérialistes, les attitudes devant la mort, le travail, les plaisirs, la vie familiale ... donc l'ensemble des procédés qu'une société utilise pour son environnement et satisfaire ses besoins laisse des empreintes durables, très durables. Autrement

dit, civilisation constitue l'ensemble des moyens matériels et moraux mis en œuvre par un groupe humain dans un espace donné pour sa survie.

En définitive, une civilisation n'est ni un individu ni une société, mais tout ce qui, à travers des générations et des séries des sociétés, se perpétue sans se laisser transformer très lentement.

## **PREMIERE PARTIE : LES CIVILISATIONS NEGRO-AFRICAINES**

### **Leçon 11 :**

### **CADRE GEOGRAPHIQUE ET ETUDE HISTORIQUE**

#### **INTRODUCTION**

Les civilisations négro-africaines se sont développées dans un cadre précis qui a influé largement un ensemble de valeurs massivement conservées par la tradition africaine.

#### **I- LE CADRE GEOGRAPHIQUE**

Le continent africain est isolé de tous les autres continents sauf de l'Asie. Il est massif, compact et difficile à pénétrer : une barre rend d'abord ses côtes périlleux et de grands déserts, des forêts vierges et des cours d'eau entrecoupés de rapides sont des obstacles naturels qui le rendent inaccessible. Le monde négro-africain représente l'ensemble de l'Afrique noire ; il s'agit d'un aspect géographique qui n'inclut pas donc tout le continent africain. Il concerne alors l'Afrique sub-saharienne ; c'est-à-dire un cadre qui a la forme d'un vaste triangle dont les sommets sont l'embouchure du fleuve Sénégal à l'ouest, la « corne » de l'Afrique à l'est et le Cap de Bonne Espérance au Sud. Ce domaine des civilisations noires africaines tire son originalité de l'aspect physique de son propre milieu naturel. En effet, ce milieu se caractérise par ses excès : l'excès de chaleur, d'humidité, de sécheresse ... le monde négro-africain englobe également l'ensemble des habitants de cet espace auxquels on doit ajouter les « Noirs de la diaspora » pour citer feu le président Léopold Sédar SENGHOR, c'est-à-dire les Noirs que les péripéties de l'histoire ont conduit en exil bien loin de l'Afrique (en Amérique, aux Antilles...)

#### **II- L'EVOLUTION HISTORIQUE DU MONDE NEGRO-AFRICAIN**

L'Afrique a longtemps vécu repliée sur elle-même sans pour autant être totalement isolée. Il est aujourd'hui admis que l'humanité est née en Afrique d'où elle est partie conquérir les autres continents. A l'époque préhistorique, presque toutes les régions de l'Afrique étaient habitées. Le Sahara par exemple était une vaste savane où les chasseurs, les cueilleurs et les éleveurs du Paléolithique et du Néolithique ont appris à fabriquer les outils les plus divers, ont inventé les genres de vie les plus élaborés. Durant l'antiquité, à l'époque des pharaons, il y a eu des rapports entre les Egyptiens et les autres habitants de l'Afrique, mais aussi avec les autres parties du monde d'alors. Il semble que l'institution de la royauté (le roi dieu) caractérise les sociétés noires d'Afrique. Cette institution est d'origine égyptienne, mais l'EGYPTE, c'est le premier pays organisé que le monde ait connu. Toujours durant l'antiquité, l'Afrique a joué un rôle dans tous les bouleversements intervenus dans le monde : l'Ethiopie s'est convertie au christianisme dès le IV<sup>ème</sup> siècle, au VI<sup>ème</sup> siècle l'Afrique a participé, de loin peut-être, à l'avènement de l'Islam. Entre le monde méditerranéen et les pays noirs, les relations régulières ont lieu par l'intermédiaire des caravanes. Au moyen âge, les berbères au nord entretenaient des relations commerciales par la

voie saharienne depuis le VIII<sup>ème</sup> siècle. Par ce commerce, l'islamisation d'une grande partie des populations noires d'Afrique occidentale s'est réalisée. Avec l'Europe, les relations se développent à partir du XV<sup>ème</sup> siècle (arrivée des portugais, puis celle des hollandais...). A cette époque s'établissent les premiers comptoirs qui jalonnent les côtes de la « route des Indes ».

A l'exception des paysans hollandais, (les Boers) qui s'établissent dans la région du cap en 1652, les Européens ne s'installent pas en Afrique, ce qui n'a pas empêché le développement d'un commerce entre les deux continents, commerce qui débouche malheureusement sur l'odieuse traite négrière. Comme on le voit, l'Afrique noire a participé à tous les grands événements qui ont caractérisé l'histoire de l'humanité. En Afrique, la notion de genre de vie semble se confondre avec celle de civilisation.

## **CONCLUSION**

L'Afrique noire est un monde qui présente des aspects géographiques différents et à chaque cadre on peut rattacher un genre de vie. Ainsi, peut-on parler de peuples de la savane, des peuples de la steppe, des peuples des forêts, des peuples des lacs, des peuples du désert...

**INTRODUCTION**

L'Afrique noire a connu des civilisations avancées qui se sont même étendues en dehors de ses délimitations. Ces civilisations sont généralement rurales, mais il y a eu une économie commerciale lorsque les Etats structurés ont été édifiés (les empires du Mali, du Songhaï, du Monomotapa ...).

**I-L'ORGANISATION SOCIALE ET ECONOMIQUE****1- L'organisation sociale**

Les populations sont essentiellement composées de mélando-africains qui se subdivisent en deux groupes : les soudanais et les bantous. A côté de ces groupes existent des minorités comme les pygmées, les bochimans, les hottentots, les éthiopiens, les peuls et les somalis.

Fondamentalement, l'Afrique noire a engendré de nombreuses civilisations dont le trait dominant est la vie communautaire, l'individu ne trouve son équilibre qu'une fois intégré dans le groupe. Ainsi, la base de la société est représentée par la famille. La société est très hiérarchisée selon l'âge, la caste. C'est pourquoi il est nécessaire de passer par l'initiation avant de franchir une classe. La condition de la femme est originale en Afrique ; elle reste à l'écart mais peut occuper une fonction importante telle que « Linguère », « Grande royale »...

**2-L'organisation économique**

L'économie traditionnelle repose sur deux réalités :

- C'est une économie rurale. La plupart des sociétés traditionnelles sont tournées vers l'exploitation de la terre avec une organisation collective. Il existe des peuples non agricoles comme les pasteurs professionnels peuls. L'activité des bochimans, des hottentots, des pygmées est la chasse et la cueillette.
- C'est une économie de subsistance. A cause de l'hostilité du milieu, les rendements sont souvent faibles permettant aux populations d'assurer médiocrement les besoins alimentaires. Il existe des populations qui ont réussi à mettre au point des techniques agricoles permettant d'intensifier les rendements comme par exemple les Sérères et les Diolas du Sénégal. Le rôle économique des artisans est important même si dans certaines sociétés ils constituent une caste au statut inférieur.

**II- LA VIE POLITIQUE**

Considérée comme le berceau de l'humanité, l'Afrique est également le continent où s'est élaborée la première forme d'organisation sociopolitique avec l'Egypte des pharaons. Le paradoxe est que le monde négro-africain a laissé survivre, à côté des Etats structurés, les formes les plus primitives de la vie socio-communautaire et ce jusqu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle. On peut ainsi distinguer trois types d'organisation dans la société négro-africaine traditionnelle : les communautés primitives, les sociétés tribo-patriarcales et les Etats structurés.

**1- La communauté primitive**

Elle caractérise surtout les groupes qui vivent de chasse et de cueillette dans les régions forestières. Jusqu'au XX<sup>ème</sup> siècle, certaines sociétés de l'Afrique vivaient encore des activités de la préhistoire. Ces sociétés ne sont pas préoccupées par une idée d'économie. Ici les forces



productives se réduisent à la plus simple expression du terme. Il n'y a donc pas d'exploitation de l'homme par l'homme. C'est le cas des Négrilles, des Bochimans (cf : **le film « Les dieux sont tombés sur la tête »**).

## **2- Les chefferies tribo-patriarcales**

Elles apparaissent sous des formes diverses et le degré de leur structuration dépend des conditions géographiques, des modes de production, mais aussi des événements et itinéraires historiques les ayant directement ou indirectement concernées. La tribu est considérée ici comme une association, une union sinon une fédération de clans. L'autorité est assurée ici par un patriarche, souvent (pour ne pas dire toujours) le doyen des chefs de clans. Mais son pouvoir n'est ni arbitraire ni absolu. Il y a toujours un conseil de famille ou de chefs de clans qui tient lieu d'assemblée pour la prise de grandes décisions. Comme on le voit, il n'y a pas d'Etat, mais la forme d'organisation est loin d'être une anarchie.

## **3- Les Etats**

L'histoire retient que l'Ancien Empire des pharaons qui a débuté au III<sup>ème</sup> millénaire est le plus vieil Etat de la Terre. Le monde négro-africain est en droit de réclamer beaucoup d'héritages surtout sur le plan sociopolitique de cette Egypte là. C'est ainsi qu'en dehors de l'Egypte, des organisations politiques très élaborées ont vu le jour, se sont développées avant de décliner et de disparaître, et cela depuis l'Antiquité.

Le régime politique est le plus souvent monarchique. Le monarque, en tant que symbole de l'unité, représentant des aïeux, joue en même temps le rôle d'intermédiaire entre les dieux et les hommes s'il n'est pas lui-même considéré comme un dieu. Toujours est-il que son pouvoir était généralement modéré puisque les conseils et les coutumes ancestrales sont là pour le tempérer.

Avec la pénétration de l'Islam à partir du IX<sup>ème</sup> siècle et du christianisme à partir du XVI<sup>ème</sup> siècle, le monde négro-africain a connu une évolution dans l'organisation politico-sociale. Il y a eu des Etats multiconfessionnels comme les empires du Ghana, du Mali, du Jolof (animisme et Islam) ou le royaume du Kongo (animisme et christianisme). On a même connu des théocraties musulmanes bien structurées (Empire Songhaï des Askia, le Kanem Bornou, Sokoto, Empire Toucouleur ...).

L'administration combinait la centralisation et la décentralisation. Les provinces étaient administrées par des autorités nommées et révocables par le monarque alors que dans la plupart des cas, les royaumes annexés conservent leurs souverainetés moyennant le versement régulier d'un tribut. Les exemples d'administrations centralisées concernent surtout le cas d'Etats ayant subi une influence extra-négro-africaine comme le Songhaï des Askia ou le Kongo des Afonço.

**INTRODUCTION**

Les Africains avaient une conception qui était certes originale mais surtout cohérente du monde. Pour comprendre les croyances traditionnelles négro-africaines, il faut remonter aux époques antiques ou au moins précoloniales. Aujourd'hui on rencontre peu de pratiquants authentiques des religions traditionnelles. Mais quelle que soit la religion pratiquée, elle est toujours teintée de survivances de l'animisme.

**I- L'ANIMISME A-T-IL UN FOND RELIGIEUX COHERENT ?**

Le mot animisme désigne l'ensemble des croyances traditionnelles africaines. On a de plus en plus préféré ce terme à ceux naguère employés et considérés comme péjoratifs, voire nihilistes comme paganisme, idolâtrie, fétichisme, naturalisme, polythéisme, totémisme, mânisme, dynamisme, vitalisme, etc. On admet que toute religion possède deux éléments essentiels qui constituent sa base :

- une doctrine (ou théorie ou dogme) qui distingue l'absolu du relatif ou, mieux, l'absolument réel du relativement réel ;
- une méthode (ou pratique ou culte) qui permet de se concentrer sur le réel, de se livrer à l'absolu et de vivre selon la volonté du Suprême.

L'animisme comporte, comme toute religion, une doctrine et une méthode.

**II- LE DOGME ANIMISTE**

On a souvent affirmé qu'il existait une multitude de croyances traditionnelles locales africaines que l'on désigne, à tort ou à raison, sous le vocable d'« animisme ». En fait toutes ces croyances expriment un fond spirituel sous-tendu par une certaine conception cohérente et originale de l'univers, l'interaction des hommes avec le monde animé. Les bases du dogme animiste reposent sur la notion de «force vitale» présente dans les éléments de la nature (inanimée) ainsi que dans toute vie animale. Cette force vitale explique l'unité profonde de l'univers et c'est pourquoi il y a cette nécessité de respecter tout ce qui existe. En fait l'animisme admet l'existence d'un Etre Suprême, créateur et gardien passif de tous ces éléments. Mais ce Dieu Suprême est si éloigné des hommes, si tellement bon, tellement parfait que l'homme ne doit pas le déranger. Il faut alors passer par des intermédiaires. Les anciens et actuels égyptiens de la campagne, comme de nombreux Songhaï le long du fleuve Niger et dans la région du sahel croient que le monde est formé de deux terres et sept ciels. Dieu vit dans le ciel le plus lointain. Des anges divins habitent deux à six. Les esprits des ancêtres eux habitent le premier ciel, le plus proche de la terre. Les ciels sont comme des royaumes.

**III- LE CULTE ANIMISTE**

Les cultes permettent de concrétiser les croyances religieuses. Ils se pratiquent suivant un ensemble de rites et comportements qui permettent d'identifier non seulement l'adepte mais aussi l'intermédiaire à qui ils sont adressés. Et c'est pourquoi il y a plusieurs cultes dans l'animisme. On peut citer le culte des Ancêtres sensés pouvoir transmettre aux vivants « la force vitale » de la divinité et ils sont eux même des divinités dont la protection est indispensable pour le groupe social.

L'importance de l'Ancêtre se base sur la presque universelle croyance de la persistance de l'âme humaine après la mort. L'homme qui vit jusqu'à un âge respectable a une âme forte qui passe dans le monde suivant avec son pouvoir spirituel. Ce pouvoir aide et protège sa lignée familiale. Il est

l'intermédiaire entre sa famille et les forces qui contrôlent l'univers. Lorsqu'il quitte le monde il doit par conséquent partir avec le respect qui lui est dû, et convenablement accompagné par tout ce dont il peut avoir besoin. Une partie de ses biens qui a été "énergisée" durant sa vie terrestre est enterrée avec lui dans la tombe. Il faut dire que le culte des Ancêtres n'a pas totalement disparu dans les pratiques de l'Afrique moderne.

En janvier 1999, une conférence d'anthropologues égyptiens au Caire, à laquelle assistaient des universitaires, a reconnu que les croyances religieuses de l'ancienne Egypte, entre le pouvoir des esprits des Ancêtres et le besoin de communiquer avec et à travers eux, restent fortes. On avait dénombré environ 2850 manifestations régionales et nationales en rapport avec ces croyances, ce qui implique plus de 50% de la population égyptienne. Les chiffres actuels sont nettement supérieurs à ceux annoncés lors de cette conférence.

Les autres cultes se font par divers comportements, les vivants pouvant entrer en contact avec la divinité par le port de masque par exemple. Il y a également des cultes qui permettent d'agir sur l'ordre des choses par la pratique magique. Celle-ci peut être bénéfique, donc officielle, ou maléfique, donc clandestine.

Afin d'obtenir la paix, la stabilité, une bonne santé et la prospérité, il est nécessaire de rester en harmonie avec la nature. Les animistes accomplissent cette harmonie en communiquant avec de nombreux esprits. Les divins et spirites aident à réaliser cette harmonie en interpellant les forces spirituelles et en fournissant les moyens de les influencer.

#### **IV- LIEUX ET OBJETS DE CULTE ANIMISTE**

Communiquer avec l'esprit (libre) qui est parti nécessite une demeure (une forme d'énergie condensée), vraisemblablement de la matière. Cela lui permet de manifester et de communiquer sa volonté et son influence aux êtres vivants sur terre. C'est pourquoi les animistes, comme d'ailleurs les anciens égyptiens offrent des lieux de résidence aux esprits de toutes sortes sous la forme d'autels, d'amulettes et de statuts. Les esprits « envolés » (matrice d'énergie) peuvent entrer à volonté dans ces statuts.

Durant leur vie, les égyptiens portaient des amulettes variées et les plaçaient sur les corps des morts. C'est au travers de l'esprits bien veillant habitant les objets que les morts pouvaient être protégés des esprits maléfiques. Les tombes d'Egypte nous ont révélé des milliers de perles de toutes sortes, des coquillages, des dents humaines ou d'animaux, des pendentifs qui pouvaient être portés en colliers. La même pratique continue dans l'Egypte rurale et l'Afrique sub-saharienne.

Mais ni les égyptiens, ni les Africains d'aujourd'hui, n'ont cru au pouvoir divin de leurs amulettes ou de leurs fétiches et ne les ont jamais considérés comme des dieux. Les objets fétiches sont simplement des résidences. Un esprit (matrice d'énergie) peut vivre n'importe où et dans n'importe quoi. La chose en soi, le matériau, n'est rien de plus qu'un médium. Celui qui utilise un fétiche fait une distinction claire entre un certain objet matériel et l'esprit qui pour un temps l'habite. Pour cette raison, rien n'est trop petit, ou trop médiocre, ou trop ridicule pour être considéré comme adéquat pour le remplaçant de l'esprit. Lorsque l'esprit est supposé avoir quitté l'objet, c'est-à-dire le quitter et l'abandonner définitivement, l'objet lui-même est mis de côté, jeté comme étant inutile.

#### **CONCLUSION**

Des religions traditionnelles Africaines sont résumées sous l'appellation d'animisme parce qu'elles reposent sur la croyance en des forces vitales, les esprits qui animent le monde. Cette croyance exige également la nécessité de maintenir une harmonie entre ces esprits. Ce mode de pensée rationnel est commun à toute l'Afrique et son existence n'est pas incompatible avec la croyance en Dieu, le Créateur du monde et de tout ce qu'il comporte car les lignées ancestrales sont le fruit de sa création et de sa continuité.

# **L'EVOLUTION DU MONDE NEGRO-AFRICAIN : INFLUENCE DE L'ISLAM, DU CHRISTIANISME ET DE LA COLONISATION**

## **INTRODUCTION**

La civilisation négro-africaine a fortement évolué dans les multiples agressions dont elle a fait l'objet. De profondes modifications ont affecté le fond culturel.

### **I- L'INFLUENCE DES RELIGIONS**

Les religions révélées ont été introduites en Afrique. C'est le cas de l'Islam venant du Sahara avec les valeurs arabes et du christianisme à partir des côtes durant la colonisation. Cependant les valeurs transportées par les religions révélées se sont superposées sur des croyances et traditions locales tenaces. Mieux, les africains ont tenté des synthèses connues sous le nom d'Islam noir. C'est une pratique originale consistant à maintenir une partie du fond culturel. Le Christianisme noir s'inscrit dans la même démarche.

### **II- INFLUENCE DE LA COLONISATION**

L'expansion coloniale a introduit des transformations très profondes car elle a été réalisée dans la violence sur le postulat des thèses civilisatrices. Les structures économiques ont connu des bouleversements profonds avec l'agriculture de subsistance qui a cédé la place aux cultures de rente. L'économie de traite s'est imposée avec la spéculation imposée par les métropoles.

- Au plan politique, les chefferies traditionnelles ont été remplacées par l'administration coloniale fonctionnant selon des règles qui sont étrangères au fond culturel local.
- Au plan socio-culturel, la destruction violente des structures et des mécanismes de régulation (solidarité) a laissé la place à une élite intellectuelle victime de la politique d'assimilation. La civilisation est en voie de dislocation et la société souffre d'une confusion de valeurs. L'argent qui accompagne l'économie de marché atomise en même temps les familles et les valeurs. L'africain perd ses repères et se cherche car, comme dit KI ZERBO, « il a les pieds dans le néolithique et la tête dans le thermonucléaire ».

## **Conclusion**

Après avoir connu des agressions multiples et multiformes, la civilisation négro-africaine ne peut plus se prévaloir d'une originalité. A côté des religions révélées qui se sont imposées, l'école occidentale a fabriqué un type d'homme évoluant dans une situation hybride et vivant dans une véritable « aventure ambiguë » comme Samba Diallo de Cheikh Hamidou KANE.

## DEUXIEME PARTIE : LA CIVILISATION MUSULMANE

### Leçon 16 :

# LA NAISSANCE DE L'ISLAM : L'ARABIE PRE-ISLAMIQUE ; MAHOMET

### INTRODUCTION

Après le judaïsme et le christianisme, l'Islam est la dernière et troisième religion révélée. Cette religion qui est née au VII<sup>ème</sup> siècle en Arabie avec MOHAMED (PSL) comme prophète ; elle fut à l'origine de l'une des plus grandes civilisations du monde.

### I- L'ARABIE PRE-ISLAMIQUE

#### 1- Le cadre naturel

L'Arabie, berceau de l'Islam, est une péninsule de l'Asie occidentale, une région désertique dans une grande partie avec des massifs anciens à l'ouest et au sud-est. Le climat est aride sauf au sud-ouest où on enregistre quelques pluies ("Arabie heureuse"). Face à l'Afrique (le long de la Mer Rouge), il existe quelques oasis qui favorisé la naissance des cités comme la Mecque et Yathrib et le développement de certaines activités économiques (commerce, agriculture).

#### 2- La vie sociale et économique

Il faut noter l'absence de grands ensembles politiques. La tribu est l'organisation sociale et politique la plus répandue, elle règle les questions de guerre, de paix, de mariage...

La population se répartie entre nomades et commerçants. Les nomades sont des bédouins éleveurs et parfois chasseurs. Ils sont aussi des guerriers et parfois des pillards à l'occasion. Les commerçants occupent les centres urbains, ils utilisent parfois les services des guerriers bédouins pour la sécurité de leurs caravanes. Au début du VII<sup>ème</sup> siècle, Byzance contrôlait les ports de Mer Rouge et de la Méditerranée, mais les pistes caravanières étaient la chasse gardée des bédouins.

#### 3- La vie religieuse

Les Arabes, polythéistes, adoraient plus de 300 pierres sacrées domiciliées à la Kaaba. La présence d'une minorité judéo-chrétienne a influencé leur credo vers un Dieu unique. Chaque année, un pèlerinage était organisé à la mémoire de Ismaël, fils d'Abraham.

### II- MOHAMED (PSL)

#### 1- Les origines

Il est né vers **570 à la Mecque**. Au cours de cette année une expédition pachydermique provenant d'Ethiopie voulait s'emparer de l'Arabie. C'est pourquoi on parle de l'année de l'éléphant (Sourate 105 du Coran). Il est de la famille de **Banni Hachim** et de la riche et puissante tribu des **Quraychites**. Orphelin de père avant sa naissance, il perdit sa mère à l'âge de 7 ans. Son éducation fut assurée par son grand-père Abdoul MOUTALIBE puis par son oncle Abou TALIB (père de Ali). Il gagne sa vie comme berger, caravanier, ensuite commerçant auprès d'une riche commerçante qui est devenu sa première épouse en 595.

#### 2- La prédiction

Chaque année, Mohammed observait une retraite spirituelle dans une grotte de Djebel Nourou (montagne de la lumière). Après 15 ans d'adoration, alors âgé de 40 ans, il reçut de l'Ange Gabriel

une révélation qui fait de lui l'Envoyé de Dieu (Rassoulou Lahi) et le Nabi (le prophète). Alors il commença à prêcher, mais son discours fut mal reçu par les Mecquois. Insulté et persécuté, il est contraint à l'exil à Yathrib (qui devient Médine). Cet exil qui correspond à la date 622 marque le début de l'ère musulmane (HEGIRE). A Médine, Mohamed (PSL) jeta les bases d'une communauté unie par la foi mais ouverte vers les gens du livre (Juifs et Chrétiens). Il était le chef politique et spirituel. Il mourut en 632 à Médine.

## Leçon 16

# LE CORAN ET LES FONDEMENTS DE L'ISLAM

## INTRODUCTION

Religion de paix et d'unité, l'Islam a été bâti sur des bases solides grâce au coran et aux 5 piliers. Solide car ses bases sont universellement, pérennes, donc inaltérables.

## I / LE CORAN

La révélation s'est faite durant le mois du Ramadan probablement entre le 25 et le 29. Cette nuit «laylatoul khadre » (nuit de la destinée) est célébrée par la communauté musulmane. La transmission s'est faite par fragment et par le biais de l'Ange Gabriel. Les versets qui étaient recueillis sur des peaux, des pierres, etc., ont été rassemblés en une vulgate officielle sous le règne du Calife Ousmane, près de 20 ans après la mort du prophète.

Le Coran est le livre sacré des musulmans, la charte fondamentale de l'Islam : tout écrit ou pratique dans la religion doit s'inspirer du Coran. Il comprend 114 sourates traitant les différents aspects de la vie. Par exemple, la sourate 112 (Ikhlass) traite de l'unicité de Dieu et marque une rupture avec la trinité ; la sourate 109 (Al Kafiroune) parle de la coexistence entre les religions et la sourate 02 (Bakhara) relate les cinq piliers de l'Islam.

Dans la Coran, on décèle un code de la famille (sourate 04), un code alimentaire (sourate 05).

## II / LES FONDEMENTS DE L'ISLAM

La religion musulmane s'appuie sur cinq piliers :

- a) **La Shahada.** Attestation que Dieu est unique et que Mahomet est son envoyé. Ce dernier définit la foi comme étant : «croire e Dieu, en ses Anges, en ses écritures saintes, en ses prophètes, au jour du jugement dernier et de croire à la prédestination.»
- b) **La Salat.** Accomplir les cinq prières chaque jour.
- c) **Donner la Zakat.** Elle représente 1/10 des récoltes sous pluie, 1/20 des produits arrosés, 2,5% de l'argent thésaurisé. Les ayant droit sont les pauvres, les nécessiteux, les œuvres sociales éducatives, les débiteurs insolvables.
- d) **Jeûner** durant le mois de ramadan.
- e) **Effectuer le pèlerinage** pour ceux qui remplissent les conditions physiques et matérielles.

## CONCLUSION

Pour conclure, citons Lamartine qui en parlant de Mahomet a dit : « Il a fondé sur un livre dont chaque lettre est devenue loi, une nationalité spirituelle qui englobe les peuples de toutes les langues et de toutes les races, et il a imprimé, pour caractère indélébile de cette nationalité musulmane, la haine des faux dieux et la passion du Dieu UN et Immatériel. »

# LA CONSTRUCTION DU MONDE MUSLMAN :

## EXPANSION ET ORGANISATION

### Leçon 17

#### INTRODUCTION

Du vivant du prophète Mouhamed (PSL), l'islam n'avait pas dépassé les frontières de la péninsule arabique. A sa mort en 632. Ses successeurs avaient multiplié les conquêtes territoriales. L'immense territoire conquis avait nécessité une organisation pour asseoir la domination et veiller à l'orthodoxie religieuse.

#### I- EXPANSION

##### 1- Les motivations

L'Islam recommande la guerre sainte. Mais il faut parfaire la grande djihad (effort intérieur pour une bonne pratique religieuse) avant de faire la petite djihad (guerre sainte). De plus, cette dernière ne peut être dirigée que vers des mécréants qui constituent un danger pour les musulmans. Sur le plan politique, les anciens empires comme la Perse ou la Byzance étaient en déclin et leurs sujets accablés par des impôts considéraient les musulmans comme des libérateurs. La société prônée par l'Islam est solidaire et égalitaire.

##### 2- Les conquêtes

Ce sont les khalifes orthodoxes qui ont conquis l'Afrique du nord, l'Iran, l'Irak, la Syrie.... En Asie mineure, Constantinople tombe en 673. A partir de l'Afrique du nord, les berbères islamisés lancent des expéditions vers l'Espagne. La progression en Europe est arrêtée en 732 à Poitiers par Charles Martel. Vers l'Extrême-Orient, la conquête musulmane s'étend en Inde et en Chine. Un siècle après la mort du prophète, l'islam était pratiqué du pacifique à l'Atlantique.

#### II- ORGANISATION

##### 1- Le khalifat

Le vide constitutionnel légué par le prophète Mouhammad (PSL) avait entraîné mille et une questions sur la succession. Ainsi, le premier khalife Aboubacar (632-634) fut choisi en raison de son expérience et de sa sagesse. Avant de mourir il avait désigné comme successeur Oumar (634-644). Après ce dernier, s'ouvrent des querelles de succession. Le troisième khalife, Ousmane (644-656), et le quatrième (Ali (656-661) furent assassinés.

Dès lors se produit une rupture dans le khalifat marquée par la naissance de trois groupes : les sunnites, les chiites et les kharidjites. Les premiers se réclament de la tradition du prophète, les seconds revendiquent une certaine légitimité de sang pour les descendants de Ali et de Fatima ; les troisièmes ne reconnaissent que les deux premiers khalifes.

Le khalife est un chef politique et religieux mais avec l'expansion apparaissent des dynasties (Omeyyades, Abbassides, Fatimides) plus soucieuses du temporel que du spirituel. Ainsi, existent parfois des Etats où la laïcité est à l'origine de la séparation entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux.

##### 2- Les motivations

A la tête de la Umma (communauté musulmane), il y a un khalife qui, selon les sunnites et les kharidjites, peut même être choisi parmi les esclaves. L'essentiel est qu'il remplisse les conditions au point de vue du savoir et de la moralité. Chez les chiites, la umma est dirigée par un imam qui tire sa légitimité de Ouseynou, fils de Ali.

Le gouvernement est composé des vizirs, la justice est rendue par le cadî, les provinces sont dirigées par des gouverneurs de provinces.

Les sujets musulmans sont soumis à la charia, les noms musulmans jouissent d'une relative autonomie.

## **LA CULTURE MUSULMANE : PENSEE RELIGIEUSE, INTELLECTUELLE ET ARTISTIQUE**

### **INTRODUCTION**

Certes, l'islam est une religion, mais, il a influencé un certain nombre de valeurs donnant ainsi naissance à un mode de vie.

### **I- LA PENSEE MUSULMANE**

#### **3- Le cadre**

Au centre de l'édifice religieux se trouve la mosquée. Elle est un lieu de culte, un centre de formation socio-culturelle, une école, un tribunal, une bibliothèque etc.....

#### **4- La Pensée Religieuse**

L'Islam repose sur la charia, loi islamique inspirée du coran et des hadiths du prophète. Elle fait appel à la quête du savoir et condamne le fanatisme. D'ailleurs un hadith du prophète nous enseigne que « l'encre du savant est plus sainte que le sang du martyr » Les différentes interprétations ont engendré un courant mystique appelé soufisme. Aujourd'hui, le conseil des oulémas peut donner une réponse pour des questions non réglées par le coran et la sunna.

### **II/LA VIE INTELLECTUELLE ET ARTISTIQUE**

#### **1- Les lettres et les sciences**

Au début, les écrits s'inspiraient du coran pour expliquer davantage la pratique religieuse ou ce sont les Qasaïdes (poèmes) qui chantaient le prophète et les victoires des combattants. Par la suite, il y eut le développement des écrits profanes par la traduction des écrivains et philosophes de l'antiquité. Dans le domaine scientifique, les arabes sont à l'origine des grands travaux en algèbre, en astronomie, en médecine. Des mots d'origine arabe sont dans la langue française : alcool, almanach, douane, amiral, mousson, tarif, zénith, noria .... Ils ont amélioré les chiffres indiens qui sont devenus les chiffres arabes et mis au point le zéro (0).

La vie littéraire et scientifique a été encouragée par le prophète qui dit « Recherche la science du berceau au tombeau »

#### **2- La vie artistique**

L'art se manifeste surtout au niveau de l'architecture avec les palais et les mosquées. Si les techniques de construction sont inspirées des Egyptiens et des Grecs, la décoration est originale avec les arabesques car l'islam interdit les représentations humaines (sculpture, peinture) dans les lieux de culte. La musique arabe est monotone car, elle ne diversifie pas ses instruments où dominent les tambours et les flûtes. La danse est ondulante. Le théâtre est faible. Le cinéma présente un tableau de la vie quotidienne ou les faits historiques.



**INTRODUCTION**

Les musulmans sont réunis par les pratiques culturelles. Mais, c'est une macédoine de peuples avec une mosaïque sociale, culturelle, artistique ....

**I/LES TENDANCES HISTORIQUES**

Si Mohammad (PSL) a été le facteur d'unité du monde musulman, dès sa mort des querelles de succession avaient ébranlé cette unité.

Si les premiers khalifes (ABOUBACAR et OMAR) ont plus ou moins fait « l'unanimité », tel ne fut pas le cas pour les autres : ce fut une période durant laquelle la division l'a emporté sur le consensus, base de la shura arabe (conseil) ; Ousmane fut assassiné comme ALI.

A partir de 656, les partisans de Moawiya avaient créé la première dynastie du monde musulman (les Omeyyades). La notion de royauté fut alors combattue par les Kharidjites qui se définissent comme les puritains de l'islam et revendiquent une démocratisation du khalifat. En 661, à la suite de la mort de ALI, se forma le groupe des Chiites qui sont des légitimistes. Au XIII<sup>e</sup> siècle, ce fut le déclin de Damas avec les Omeyyades. Alors, émerge à Bagdad la dynastie des Abbassides.

Une rivalité permanente a caractérisé les rapports entre ces différents groupes. Quant aux chiites qui étaient des laissés pour compte des pouvoirs Omeyyade et abbasside, ils ont réussi à s'implanter en Afrique du nord, surtout en Egypte. Ils ont dominé le monde arabe jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle avant d'être renversés par les turcs.

**II/LES TENDANCES ACTUELLES (Idéologie, Nouvelles formes d'organisation)**

L'islam a aujourd'hui dépassé le cadre du monde arabe. Cette religion est pratiquée par environ 1,2 milliard d'âmes sur une aire géographique d'une longueur de 11 500 km d'est en ouest. La Ummah est unie par la foi, mais diversifiée par les races, les politiques et même parfois dans la pratique culturelle. Par exemple, l'appel à la prière est assurée par le muezzin à Sumatra ; cet appel se fait par des coups de gong sur un plateau, quelque part en Afrique c'est par un tambour...L'immensité du territoire islamique et les différentes influences extérieures posent actuellement le problème de la séparation du pouvoir et de la laïcité. Ainsi, la colonisation qui a désarticulé les repères étatiques basés sur le khalifat favorise l'émergence d'un nationalisme d'inspiration arabo-islamique.

Dès 1945, la ligue arabe fut créée. C'était un instrument de lutte contre le pouvoir colonial, mais, avec le temps, elle s'affaiblit à cause de la guerre froide où étaient impliqués certains Etats arabes. En 1962, pour lutter contre l'influence du nassérisme triomphant, les pays arabes modérés favorisent la création de la ligue islamique mondiale qui se définit comme une troisième voie entre l'est communiste et l'ouest judéo-chrétien. En août 1969, l'incendie de la mosquée Al-Qods servit de prétexte à la création de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), c'est la plus grande organisation du monde musulman dont les principes sont : la solidarité, la coopération, la lutte pour libérer les peuples opprimés....L'OCI dispose d'institutions spécialisées qui interviennent dans différents domaines comme les finances (BID : Banque Islamique de Développement), l'éducation et la science (ISECO = UNESCO Islamique)....

Les mutations qui s'opèrent dans le monde ne peuvent pas épargner le monde musulman. On assiste à une remise en cause des contre valeurs islamiques : usage de l'alcool, ne pas jeûner, la prostitution, la pornographie...

Un relâchement qui a développé des résistances en faveur d'un retour à la « vraie foi ». Ces mouvements appelés « islamisme, fondamentalisme, intégrisme » sont diversement interprétés : certains y voient une rigueur dans la pureté des mœurs, tandis que d'autres l'assimilent à la violence et à l'immobilisme.

Dans les monarchies du golfe, la charia a permis de maintenir une stabilité politique. En Iran et en Afghanistan, ce sont des mouvements islamistes qui ont renversé les dictatures du chah et des communistes.

En Algérie, le FIS (Front Islamique du Salut), injustement écarté du pouvoir reste confiné dans une guérilla.

Aujourd'hui, force est d'admettre que l'Islam n'est plus une simple religion. C'est un instrument de lutte, un moyen de rapprochement des peuples, un organe de coopération, un vecteur de valeurs culturelles. Très courtisé durant la guerre froide, il est actuellement la cible de ceux qui rêvent d'une hégémonie mondiale. De plus, dans le contexte de mondialisation, l'Islam doit s'adapter pour y être un acteur et non un sujet.